



Université Abderrahmane MIRA. BEJAIA.

Faculté des sciences économiques, de gestion et commerciales.

Département des Sciences Economiques.

MEMOIRE

Présentées par : BENSTITI Siham
LOUASLI Farah

En vue de l'obtention du diplôme de Master.

Option : Monnaie, Banque et Environnement International.

Thème

**Les déterminants d'attractivité des investissements directs
étrangers en Algérie.**

Encadreur D^r GANA Brahim

Année 2015

Dédicaces

À la femme la plus chère du monde, la plus proche de mon cœur « ma mère » qui m'a beaucoup aidée par ses prières, que dieu la garde pour moi, j'espère qu'elle trouve dans ce travail toute ma reconnaissance et tout mon amour.

Je dédie ce travail à mon cher père et à toute la famille Lounsi

A mes adorables frère et sœurs, à leurs enfants et à mes belles et beaux frères.

A ma belle famille Mokrane y compris mes beaux parents Mohammed et Malika sans oublier Yacine et Samy.

A ma meilleure amie que je considère comme une soeur Changari Randa.

A ceux que j'aime et qui m'aiment.

Et une spéciale dédicace à mon fiancé et bien aimé : Mokrane Lamine.

Lounsi Farah

Dédicace

Je dédie ce présent travail en premier lieu à mes chers parents, je les remercie pour leurs encouragements. A ma très chère mère qui a toujours été présente pour moi. Mon père qui veille sur mon bien être. Mon unique sœur pour ces aides, et principalement à mon fiancé qui a beaucoup contribué pour la réalisation de ce travail.

Benstiti Siham

Remercîments

On tient, en premier lieu, à remercier notre encadreur, D^r GANA Brahim d'avoir accepté de diriger ce travail. Ainsi que pour sa patience et sa disponibilité tout au long de l'élaboration de ce mémoire.

On exprime aussi nos sentiments de gratitude et de reconnaissance à nos enseignants de la faculté, qui nous ont soutenus depuis nos débuts à l'université.

Nos remerciements vont aussi aux membres du jury qui ont accepté d'évaluer notre travail (merci).

Liste des abréviations et acronymes

ANDI	Agence national du développement et de l'investissement.
ANIREF	Agence national d'intermédiation et de régulation foncière.
APSI	Agence de promotion et de soutien à l'investissement.
BP	Balance des paiements.
BTP	Bâtiment et travaux publics.
CNI	Conseil national de l'investissement.
CNUCED	Conférence des nations unies sur le commerce et le développement.
CFTM	Convention Maghrébine sur le Transports Ferroviers
COFACE	Compagnie D'Assurance Française pour le Commerce Extérieur
COTIF	Convention Relative aux Transports Ferroviaire Internationaux
CRI	Centres Régionaux d'Investissement.
DAP	Droit additionnel provisoir
ENATT	Ecole National D'Application des Techniques de Transports
ENTP	Ecole National des Travaux Publique
ETFIM	Ecole Technique de Formation et D'instruction Maritime
FEM	Forum Economique Mondial
FIPA	Foreign Investissement Promotion Agency
FMN	Firme Multinationale.
FMI	Fonds monétaire international.
FOB	Free on board.
HUB	Plate Forme Logistique
INFP	Institut National de Formation Professionnelle
ISM	Institut Supérieur Maritime
MEDA	Mennonite Economic Development Associates
MENA	la région du moyen orient et le Nord de l'Afrique (Middle East and North Africa)
MIGA	Agence Multinational de Garantie des Investisseurs Multilatérales
IDE	Investissements directs étrangers.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
OMC	Organisation Mondiale du Commerce

PART	Plan D'Action Regional des Transports
PIB	Produit intérieur brut.
PNB	Produit National Brute
PME	Petite et moyenne entreprise.
PMI	Petite et Moyenne Industrie.
PSRE	Programme de soutien de la relance économique.
RDM	Reste du monde.
SFI	Société Financière International.
TIR	Convention International Douanière Appliquée Transports Routier .
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
WEF	Forum Economique Mondial.
WEO	Perspective de L'Economie Mondiale (World Economic Outlook).

Sommaire

Introduction Générale

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE	01
Section 01 : Les formes et déterminants d'IDE en générale.....	02
Section 02 : Promotions et avantages des IDE	04
Section 03 : Impacts des investissements directs étrangers sur l'économie.....	08
Section 04 : Le climat des IDE en Algérie, tendances et perspective.....	12
CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.....	17
Section 01 : Déterminants de localisation des IDE en Algérie.....	17
Section 02 : comparaison des indices d'attractivité des IDE entre Algérie et Maroc...	31
Section 03 : La localisation des IDE	39
CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements	49
Section 01 : Notion sur la balance des paiements.....	50
Section 02 : Analyse statistique.....	57
Section 03 : Recommandations pour une meilleure attractivité des IDE en Algérie...	60

Conclusion Générale

Introduction générale

Introduction générale

L'économie mondiale a pris une nouvelle orientation vers un système mondialisé, où peu à peu disparaissent les frontières nationales, pour laisser les règles du marché se charger d'orienter les relations économiques entre les nations, ce processus de mondialisation a donné une accélération continue au commerce international et à la circulation des facteurs de production, qui se traduit par l'extension géographique des échanges. C'est aussi à partir de cela, que s'est développée une importante littérature sur les déterminants et les choix de localisation des investissements directs étrangers (IDE), et leurs impacts sur la croissance et le développement. Car les investissements directs étrangers sont au cœur de la mondialisation, des échanges et du développement économique depuis plusieurs décennies.

En effet, les IDE sont primordiaux pour annoncer un développement durable dans les pays en voie de développement car ils représentent d'importants capitaux. Ils traduisent la confiance des investisseurs internationaux dans l'économie des pays et montrent l'ouverture du pays à l'économie mondiale. Au-delà de son impulsion macro-économique initiale, l'IDE influence la croissance en améliorant la productivité totale des facteurs et, plus généralement, l'efficacité de l'utilisation des ressources dans l'économie bénéficiaire. Trois mécanismes interviennent à cet égard : les liens entre les flux d'IDE et le commerce extérieur, les retombées et autres externalités dont bénéficient les entreprises du pays d'accueil, et l'incidence directe sur les facteurs structurels de l'économie d'accueil.

Bien que considéré par le nombre d'hommes d'affaires comme une région prometteuse, les investissements directs étrangers « *au Maghreb ont chutés de plus de 38% en un an, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et la Libye ont attirés que 6,052 milliards d'euros d'IDE en 2010, soit une baisse de 38,4 par rapport à 2009* »¹. L'Algérie connaît présentement une aisance financière inégalée, grâce à ses recettes d'exportations d'hydrocarbures, cette citation se traduit par un dynamisme d'investissement, essentiellement dans le domaine d'énergie, d'infrastructures et de consommation. Toutefois, la perception que les opérateurs privés ont du climat d'investissement en Algérie demeure critique. Dans ce contexte, l'objectif de ce travail consiste à étudier les déterminants de localisation des investissements directs étrangers et à examiner empiriquement leurs effets sur la croissance de l'économie algérienne.

¹ FIPA (Foreign Investment Promotion Agency) Tunisia

La problématique

Ce travail de recherche pose le problème central de l'attractivité des Investissements Directs Étrangers en Algérie. Il est question d'analyser l'évolution des IDE en Algérie à travers les différentes évolutions et réformes qu'a connu le pays ainsi que les différents facteurs déterminant de cette attractivité et son impact sur l'économie du pays d'accueil, tout en effectuant un aperçu comparatif avec les autres pays du Maghreb, notamment le Maroc et la Tunisie. Aussi, nous tenterons de répondre à un certain nombre de questions :

- Pourquoi l'Algérie opte-t-elle pour la perspective des IDE ?
- Arrive-t-elle à attirer les investisseurs étrangers ?
- Ses facteurs et sa politique d'attractivité des IDE sont-ils efficaces et suffisants ?
- Quel est l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique de l'Algérie ?

L'objectif

Notre travail est donc d'évaluer la politique d'attractivité des IDE en Algérie et voir comment l'Algérie peut être plus attractive vis-à-vis de l'investissement étranger, et de proposer des mesures de politiques économiques susceptibles d'améliorer l'attractivité de l'environnement économique du pays. Quels sont les outils d'évaluation de l'attractivité du pays ? Et enfin, définir quels sont les facteurs avec lesquels un pays devient plus attractive, et par conséquent mesurer les effets et l'impact des IDE sur la croissance économique de l'Algérie. Dans notre travail, nous allons essayer de résoudre notre problématique, en essayant d'apporter des réponses aux questions intermédiaires suivantes :

- Qu'est-ce qu'un investissement direct étranger ?
- Quelles sont les grandes étapes de l'évolution des investissements étrangers en Algérie ?
- Évaluation de la politique de l'attractivité de l'Algérie. Quels sont les outils d'évaluation de l'attractivité du pays ?
- Quels sont les facteurs d'attractivité des IDE en Algérie, sont-ils efficaces ou suffisants ?
- Le climat d'affaire, est-il aujourd'hui propice à l'investissement dans le cas algérien ?

L'attractivité est une question complexe. L'investisseur étranger peut être influencé par un ensemble de facteurs, Qu'en est-il du cas algérien ?

- Quel est l'apport des IDE sur la croissance économique de l'Algérie ?

- Quel est la part de l'attractivité de l'Algérie par rapport à ses pays voisins ?

Pour notre étude d'analyse, que nous développerons dans le troisième chapitre, on a préféré travailler sur les tendances de la balance des paiements en Algérie qui est un instrument indispensable pour mesurer l'ouverture de notre économie vis-à-vis du reste du monde. Tout en évaluant ces principaux soldes et leurs effets sur le développement du pays, tels que l'excédent du compte courant qui résulte principalement du surplus de la balance commerciale. En conséquence des exportations des hydrocarbures qui représentent 70.58 milliards de dollars en 2012, est une valeur moins que l'on a enregistré en 2011 qui a été de 71.66 milliards de dollars.

Etant donné les caractéristiques structurelles de l'économie algérienne à savoir : une économie mono-exportatrice et fortement dépendante de l'extérieur en matière de biens de consommations et d'équipement. Les effets des rentrées de capitaux et stimulation des investissements directs étrangers, restent fortement liés aux degrés de stabilité de la politique du pays et aux résultats des réformes structurelles de l'économie, qui représente le principal atout recherché par les investisseurs étrangers.

Chapitre I

Généralité sur les IDE

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

Introduction

Pour bon nombre d'opérateurs étrangers, le climat des affaires en Algérie a certes connu une avancée indéniable, mais il reste encore des efforts à déployer pour captiver de manière substantielle les IDE. Bureaucratie, difficultés d'accès au foncier, inadaptation du système bancaire et autres difficultés structurelles de l'économie nationale sont sans cesse évoquées comme étant à l'origine de la réticence dont font preuve les investisseurs étrangers à l'égard du marché algérien.

S'accordant à reconnaître que le climat des affaires en Algérie s'est nettement amélioré, toutefois, tout le monde continue à estimer que le marché algérien n'est autre qu'un ensemble d'opportunités d'affaires au sens strictement commercial. Quant aux flux d'investissements directs étrangers, il semblerait que beaucoup de choses reste à faire pour parvenir à les drainés.

Ce premier chapitre est organisé comme suit. La première section présente les formes et les déterminants d'IDE en général. Ensuite, la deuxième section met en évidence les promotions et avantages des IDE en Algérie. Et en fin la section 3 décrit les impacts des investissements directs étrangers sur l'économie.

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

Section 01 : Les formes et les déterminants d'IDE en général.

1.1-Formes d'IDE

Dans le but d'établir des liens économiques durables avec une entreprise, l'influence réelle d'une firme étrangère sur la gestion de son partenaire a donné naissance à certaines formes d'investissements directs étrangers couramment utilisées¹.

1.1.1- Les accords de licence :

Un accord (un contrat ou une entente) de licence consigne par écrit les circonstances dans lesquelles une promesse lie, devant la loi, la personne qui s'y est engagée. Il y a toujours au moins deux parties essentielles à un accord, quelle qu'en soit la nature : la partie qui fait la promesse et celle qui en bénéficie.

1.1.2- La franchise

C'est un accord où le franchisé (entreprise locale) reçoit exclusivement du franchiseur (entreprise étrangère) le droit d'utiliser sa marque de fabrique et un certain Know-how, accompagné d'un certain service comme la publicité dans une zone géographique limitée.

En contrepartie, le franchisé doit s'inscrire dans les règles dictées par le franchiseur et lui fournir un revenu forfaitaire ou régulier.

1.1.3- Les contrats de gestion

Le partenaire étranger assure soit la gestion d'une entreprise locale, soit la réalisation d'un projet dans le pays hôte. Il assure aussi la formation du personnel local et le transfert des pouvoirs de gestion aux partenaires locaux après un certain délai.

1.1.4- Les contrats de services à risque

Ces contrats sont en tous points similaires aux précédents à une exception qui est que la firme étrangère est rémunérée en numéraire et non en nature par les revenus provenant de l'exploitation.

1.1.5- La sous-traitance internationale

Dans ce dernier cas, le sous-traitant produit ou assemble des semi-produits avec ses propres moyens (équipement et personnel) et les délivre au contractant, qui les utilise soit dans sa propre production soit pour les vendre.

1.1.6-La succursale

Une succursale est un établissement durable d'une société à l'étranger, sans personnalité morale distincte de la maison mère. Elle est représentative de la volonté de l'entreprise de se fixer dans les pays étrangers. La succursale ne peut signer aucun contrat, ni émettre une facture, ni avoir une activité économique indépendante. Elle se contente d'informer la société mère par envoi de rapports ou d'études de marché, de gérer sur place les commandes et éventuellement le service après-vente.

¹ Bouzidi Abdelmadjid : comprendre la mutation de l'économie algérienne, les mots clés, Edition SOCIETE NATIONALE DE COMPTABILITE, Alger, 1992, P55, P56, P57

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

1.1.7- La jointe venture

C'est une société contrôlée par un nombre limité d'actionnaire qui décident des politiques financières et opérationnelles d'un commun accord, sans qu'aucun d'eux n'impose ses décisions aux autres. Un pacte d'actionnaires définit et organise le contrôle conjoint de l'entreprise, ou bien il s'agit de la réalisation d'un projet déterminé, en association avec un partenaire étranger, le plus souvent local. Outre la réduction des frais entraîne par la création d'une joint-venture, le partenaire connaît généralement bien l'environnement local ; le marché et les habitudes de consommations ; il pourra faire bénéficier ses partenaire étrangers de son expérience.

Pour synthétiser la joint-venture peut être définie comme étant le partage de la propriété d'une entreprise à l'étranger. Ce capital distribué entre les partenaires donne lieu à un statut de participation quand l'entreprise n'est détenue qu'à hauteur de moins 50%.

Dans le cas ou le capital est détenu a hauteur d'une prise de contrôle majoritaire, il s'agit alors d'une filiale.

1.1.8- Le partenaire

Le partenaire désigne une forme de coopération durable entre des entreprises indépendantes dans le but de renforcer la situation financière, d'innover et d'amélioration les techniques de recherches et de développement , d'acquérir de nouveaux savoir faire, de comprendre la culture de l'autre entreprise, d'intégrer d'autre compétences en matière de management pour répondre aux attentes de la clientèle toute en adoptant de nouvelles gammes plus performantes et enfin de confronter les positions sur le marché en améliorant la compétitivité.

1.2- Les déterminants des IDE ²

La croissance de l'IDE dans les pays d'accueil au cours d'une période donnée indique qu'il y a beaucoup des déterminants spécifiques à ces pays.

La décision d'investir dans un pays dépend non seulement de l'accueil que celui-ci réserve aux investisseurs étrangers, mais aussi des autres facteurs, tels que la disponibilité, voir l'abondance, et les faibles coûts des ressources naturelles et humaines, l'état des infrastructures et des services d'appui et d'accompagnement, les étendues des marchés, le développement et la stabilité politique et enfin, la croissance économique. Aussi faut-il souligner que les investissements directs étrangers suivent la croissance des pays d'accueil, donc c'est pour ça on voit que les IDE de plus en plus leurs destination majeur c'est les pays développés.

1.2.1- L'abondance et le coût des ressources naturelles et humaines :

Ils influent sur la nature de l'investissement. Actuellement, outre les disponibilités en matières premières, la présence d'une main-d'œuvre qualifiée, souvent à faibles coûts, associée à une base industrielle assez solide contribue à attirer des investissements directs étrangers.

² Pr. BELATTAF : cours de géographie économique. 2003

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

1.2.2- L'état des infrastructures et des services de distribution :

Les infrastructures de communication et de transport, les télécommunications, les services financiers et les autres moyens d'appui efficace sont nécessaires voire même indispensables pour les investisseurs étrangers.

1.2.3 La dimension du marché

L'importance de la population et de son pouvoir d'achat, la position stratégique d'un pays et de ses liens régionaux formant de vastes marchés influent favorablement sur l'IDE.

1.2.4 La croissance économique

L'existence de milieux d'affaires florissants constitue un atout important pour les investisseurs étrangers

1.2.5 La stabilité politique et économique :

Elle est nécessaire pour attirer les investisseurs dans la mesure où :

- Elle met en place des politiques favorisant la croissance ;
- Elle réforme les finances publiques ;
- Elle oriente la politique monétaire pour stabiliser les prix ;
- Elle réforme la politique industrielle ;
- Elle modernise l'économie en développant le secteur privé et le potentiel technologique.

1.2.6 Les avantages fiscaux et financiers : à travers notamment :

- L'élimination / réduction des obstacles pour l'accès à certaines activités ;
- La suppression / réduction des limites de prise de participations étrangère ;
- La simplification des conditions d'entrée et d'établissement ;

Une meilleure protection de l'investissement.

Section 02 : Promotions et avantages des IDE

2.1- Avantages

L'investissement direct étranger peut jouer un rôle important, du fait qu'il concourt à la transition vers l'économie de marché en offrant d'importants privilèges³, qui sont :

2.1.1- IDE comme source de financement :

Les marchés de capitaux locaux sont souvent peu développés, ils ne peuvent donc satisfaire des besoins en capitaux des grands projets d'investissement. Par ailleurs, l'accès aux devises fortes nécessaires pour l'achat de biens d'équipements non disponibles localement peut s'avérer difficile. L'IDE réunit ces deux problèmes à la fois dans la mesure où il constitue une source directe de capitaux extérieurs.

³ OCDE : Fiscalité et investissement direct étranger, l'expérience des économies en transition, Paris 1995, P 17.

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

2.1.2- Accès à des technologies de pointe

Par rapport aux techniques de production, de nombreuses entreprises utilisent des équipements et des techniques obsolètes qui peuvent réduire la productivité des travailleurs et entraîner la production de biens de qualité médiocre, ceci diminue la capacité des entreprises à rivaliser avec les concurrentes étrangères pour l'obtention des marchés d'exportation.

L'IDE est considéré comme un moyen de résoudre ce problème dans la mesure où les biens d'équipements sont censés résulter de l'application des technologies de pointe où les entreprises apportent des techniques de production avancées et un savoir-faire.

2.1.3- Accéder aux techniques de gestion de pointe

En s'implantant dans un pays, les entreprises étrangères apportent avec elles les techniques de gestion modernes, donnant ainsi au personnel recruté localement l'occasion d'acquérir ces nouvelles techniques. Ce transfert peut revêtir une importance toute particulière lorsque les entreprises existantes sont reprises et restructurées par l'investisseurs étrangers. L'entreprise nationale peut bénéficier de nouvelles techniques de gestion propre à améliorer la productivité.

2.1.4- Améliorer l'accès aux marchés occidentaux

Les entreprises occidentales apportent avec elles les filières de distribution et la connaissance qu'elles ont des débouchés possibles sur les marchés internationaux. La possibilité de tirer des gains significatifs des échanges est ainsi élargie de manière relativement peu coûteuse, ce qui peut contribuer à la réalisation de l'objectif de promotion des exportations constituant ainsi une source accrue de devises étrangères.

2.1.5- Faciliter la privatisation et la restructuration :

Certains types de privatisations nécessitent de vaste regroupement de capitaux, et des capacités d'analyses du potentiel économique des entreprises. Les firmes étrangères peuvent apporter une contribution dans ces deux domaines et permettent ainsi un meilleur accès aux sources de capitaux extérieurs. La participation de ces sociétés étrangères peut également rendre le processus plus efficace en augmentant les chances de voir les entreprises nouvellement privatisées en mesure de réaliser pleinement leur potentiel.

2.2 -Mesures gouvernementales visant à promouvoir l'IDE

2.2.1 -Assouplissement de la réglementation

Les mesures d'assouplissement sont notamment les suivantes :

- Simplification du processus de sélection des investissements étrangers directs ;

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

- Ouverture de nouveaux secteurs à l'investissement étranger,
- Limitation des restrictions visant les participations étrangères aux fonds propres ;
- Mesures encourageant les investisseurs étrangers à s'intéresser au processus de privatisation et au développement des infrastructures (qui exigent beaucoup de capitaux et de technologies).

2.2.2- Incitations à l'investissement :

De plus, presque tous les pays offrent des incitations pour attirer l'IDE. Celles-ci peuvent prendre les trois formes suivantes :

- Incitations financières, y compris l'offre directe d'avantages financiers à l'investisseur étrangers par les pouvoirs publics, par exemple sous formes de subventions à l'investissement et de crédits bonifiés.
- Incitations fiscales conçues pour réduire la charge fiscale globale de l'investisseur étranger. Ces mesures peuvent prendre la forme de moratoires d'impôts et d'exemption des droits d'importation sur les matières premières, intrants intermédiaires et bien d'équipement.
- Incitations indirectes, conçues pour améliorer la rentabilité de l'investissement de diverses manières. Par exemple, le gouvernement peut offrir des terrains et des infrastructures à un prix inférieur aux prix du marché ou accorder à l'entreprise étrangère un privilège commercial, comme un accès préférentiel à des marchés publics, une situation de monopole, une fermeture du marché aux nouveaux entrants, une protection contre la concurrence des importations ou un traitement réglementaire spécial.

2.2.3- Suppression de la prescription de résultats

Un certain nombre de pays, notamment en développement, imposent des prescriptions de résultats pour faire en sorte que les investissements étrangers répondent à leurs objectifs et priorités nationaux. Par exemple, ils n'exigent que les investisseurs étrangers :

- Produisent sur place une certaine protection des intrants employés dans les produits finis (prescriptions de teneur en produit d'origine nationale) ;
- Exportent une certaine quantité de biens et de services ;
- Réalisent une certaine quantité de travaux de recherche-développement dans le pays.

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

2.2.4- La limitation des entraves

Selon BERNARD HUGONNIER, la protection des IDE est définie comme toute mesure législative, réglementaire, administrative, accords qui limite les entraves à la réalisation des IDE et qui protège les intérêts des investisseurs⁴.

2.2.4.1 Au niveau national : La complication des procédures administratives rencontrées par les entreprises multinationales pour l'agrément de leurs projets d'investissement et les délais de réponse ainsi que les formalités bureaucratiques, pouvaient constituer de sérieuses entraves aux IDE.

Pour cela un certain nombre de pays veillent à l'assouplissement des procédures, et aussi prennent soins de les harmoniser avec d'autres pays et réduire ainsi les délais d'instruction des dossiers.

2.2.4.2 Au niveau international : il existe des instruments qui limitent les entraves aux investissements directs étrangers dont on peut citer :

- **Les codes de l'OCDE :**

Etablir un environnement favorable à l'IDE suppose l'existence d'un certain nombre de conditions, ces dernières concernent aussi bien l'investissement initial que les opérations qui peuvent être menées une fois l'investissement réalisé. A cet égard les deux codes de l'OCDE donnent des garanties aux entreprises multinationales.

Pour ce qui concerne des investissements, les obligations de libérations du code des mouvements de capitaux nécessaire à la réalisation de ces investissements doivent également être libres, les obligations du code prévoient aussi la libération de la liquidation des investissements directs et le libre transfert des produits de cette liquidation, les investissements immobiliers concernés par les codes sont les opérations de construction ou d'achat d'immeubles mais aussi la liquidation de ces biens.

Parmi les transactions et transferts que peuvent mener les multinationales en dehors de l'IDE et l'immobilier, un très grand nombre doit être libre au titre des deux codes de libération de l'OCDE, on peut citer par exemple :

- Les opérations de portefeuille (émission, introduction, vente et achat de titre)
- Les contrats d'assistance technique, les cessions de licences et autres contrats d'entreprise (travaux de construction et d'entretien de bâtiment, routes, ponts, ports)
- Des transferts de revenus de capitaux (bénéfice, dividendes, intérêts, loyer) de droit

⁴ Berbard Hugonnier : Investissement direct coopération internationale et firmes multinationales : Economica 1984,P 246.

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

- d'auteur sur brevets, dessins, marque de fabrique et invention, les revenus de contrats et cessions de licences

Il apparaît donc que l'existence des deux codes de libération permet aux entreprises multinationales d'exercer leurs activités d'investissement, commerciales, financières,...etc.

- **Les accords intergouvernementaux :**

L'objet principal des accords intergouvernementaux est en fait de protéger les investissements étrangers, car ils signifient pour les entreprises multinationales que les pays hôtes signataires s'efforcent de limiter en accord avec leurs lois concernant le contrôle de change, les entraves aux entrées de nouveaux investisseurs. Par ailleurs certains accords stipulent expressément que l'un de leur objet est de bien veiller à la facilitation des investissements.

Section 03 : Impacts des investissements directs étrangers sur l'économie.

Les multinationales structurent et organisent leurs activités au niveau mondial. Elles possèdent un pouvoir important qui peut parfois contrer le pouvoir des Etats. Les pays d'origine tout comme le pays d'accueil ont une attitude partagée à l'égard du phénomène de la multinationalisation.

Les firmes intensifient leurs implantations dans le monde. Leur pays d'origine profite du mouvement de multinationalisation mais manifeste certains inconvénients par les retombées négatives sur leur économie. Quant aux pays hôtes, ils tentent d'attirer ces entreprises sur leur territoire pour bénéficier des bienfaits qu'elles génèrent sur leur croissance économique.

3.1 - Impact des IDE sur le pays d'accueil

3.1.1- Impact sur la balance des paiements

Lors du premier investissement d'une entreprise multinationale, il s'ensuit une entrée de capitaux pour le pays d'accueil résultant du financement en provenance de l'étranger, mais au même temps, cette entrée de capitaux peut être compensée par l'acquisition à l'étranger de machines et de matériels nécessaires à la réalisation physique de l'investissement. C'est pourquoi certains pays obligent l'acquisition locale de ces machines et matériels dans la mesure où ils sont disponibles.

Une fois réalisée, l'investissement entraîne des effets sur la balance courante et sur la balance des capitaux, l'entreprise multinationale peut avoir besoin d'importer certains biens nécessaires à sa production. Ces importations peuvent être compensées par des exportations effectuées par l'entreprise, mais cet effet sur la balance commerciale sera d'autant plus faible que cette production nécessite des importations importantes.

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

Celles-ci seront vraisemblablement moins élevées dans le pays qui, ayant déjà atteint un certain niveau de développement, sont à même d'offrir les biens nécessaires à la production de l'entreprise.

Il ressort de cette analyse que l'effet global net des activités d'une entreprise multinationale sur la balance des paiements d'un pays hôte est difficile à évaluer, le résultat dépend certainement de la balance en cours et de la durée d'implantation de l'entreprise, de la nature de son activité et enfin des caractéristiques du pays hôte et son niveau de développement.

3.1.2- Impact sur la concurrence :

Lorsqu'une entreprise vient produire dans un pays ; des biens étaient jusque là importés ou bien non encore consommés. Cette implantation conduit à augmenter la capacité productive dans le secteur automobile, produits pétrochimiques et certains biens de consommation. Dans une telle situation qui prévaut en premier lieu dans les pays en développement les moins avancés, la question de la concentration ne se pose pas puisque auparavant il n'y avait pas ou très peu de production.

Mais cette conclusion ne vaut que dans le court terme, l'entreprise nationale possède sur les entreprises locales des avantages spécifiques qui tiennent à la détention d'une technologie avancée, à des techniques plus performantes de gestion et de marketing lui permettant d'engager une production élevée, en conséquence, dans le moyen et long terme.

Les effets sur la concentration peuvent être forts différents des effets à court terme puisque, grâce à la mise profit de ses avantages spécifiques sans parler des avantages résultant de la multinationalisation, l'entreprise étrangère peut mettre à mal la concurrence locale. On peut remarquer, à cet égard, que le rachat d'entreprises locales, procédé généralement suivi par les multinationales pour s'implanter dans les secteurs où il existe déjà une production domestique menant d'emblée à l'élimination d'un concurrent.

Le premier élément est qu'il existe bien sûr une corrélation élevée entre la présence des multinationales dans certains secteurs et l'existence de barrières à l'entrée dans ces secteurs, les entreprises multinationales disposent en général de moyens financiers plus élevés pour passer outre ces barrières que les autres entreprises. Ces barrières peuvent aussi résulter de la nécessité d'engager des dépenses de recherches et de développement importantes pour adapter le produit aux besoins spécifiques du marché du pays hôte et des dépenses en publicité élevées importantes pour faire connaître le nouveau produit.

3.1.3- Impact sur les salaires, emplois et qualification professionnelle

La question qui se pose ici est que les activités des entreprises multinationales dans un pays hôte accroissent-elles le niveau des salaires, le niveau d'emploi, et le niveau de la qualification professionnelle ?

- **Niveau des salaires**

En règle générale les entreprises multinationales offrent des salaires plus élevés que les autres entreprises dans les pays hôte, il semble en général que cette proposition puisse être retenue pour les raisons suivantes :

- Lorsque les salaires du pays d'origine des multinationales sont plus élevés que les pays hôtes, ceci étant plus particulièrement vrai pour les pays hôte en développement.
- réticence d'une multinationale à verser des salaires plus importants est moins forte que celle d'une entreprise nationale du pays hôte.
- Pour attirer les travailleurs les plus qualifiés du pays hôte, l'entreprise multinationale offre des salaires plus élevés.
- Les revendications salariales sont plus aisément satisfaites par les multinationales qui sont plus à même d'y faire face grâce à leur taille. La baisse de rentabilité d'une firme ne remet pas en cause fondamentalement celle du groupe.
- La productivité et la rentabilité des entreprises multinationales étant supérieures en général à celle des entreprises nationales, les réticences des premières sont moins élevées que celle des secondes pour accorder des salaires plus importants.
- Enfin, une politique de salaires élevés peut être suivie par une multinationale pour mettre à mal ses concurrentes si elle sait que, grâce à l'action des syndicats, une hausse correspondante sera demandée dans les autres entreprises.

- **Niveau d'emploi :**

Dans le cas où l'implantation d'une multinationale ne se fait pas par le rachat d'une entreprise locale, on peut penser a priori que le niveau d'emploi reste le même et qu'il augmente dans le cas d'une création d'entreprise.

Dans le même temps, le niveau d'emploi pourra profiter d'une augmentation de la demande globale résultant des salaires plus élevés versés par les multinationales. Il convient de noter par ailleurs, que l'effet positif sur le niveau de l'emploi est vraisemblablement plus important dans le cas d'implantation d'entreprises multinationales tournées vers l'exportation. Il ressort de cette analyse qu'il est assez difficile de tirer des conclusions fermes et définitives quant à l'effet net sur le niveau d'emploi des activités des multinationales et ce, d'autant plus qu'il

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

faudrait, pour parvenir à une évaluation rigoureuse, prendre en compte les emplois éventuellement créés dans des entreprises locales fournisseurs d'entreprise multinationale nouvellement implantée.

- **Niveau de qualification**

Le niveau de qualification augmente en général dans le cas de production de biens destinés à la demande intérieur et qui étaient déjà consommés avant l'implantation de la multinationale, cette dernière, en effet, en utilisant des méthodes de production en général plus rentable que celle des entreprises locales grâce à une technologie ou des procédés techniques plus avancés, octroie la qualification professionnelle. Cette qualification pourra cependant être à nouveau de peu d'effets bénéfiques pour le pays hôte si les entreprises locales ne se modernisent pas.

Le pays d'accueil ne pourrait profiter réellement de la formation acquise par ses ressortissants que si la mobilité du personnel de la filiale à l'intérieur du pays est élevée. Or cette mobilité est en général presque négligeable ce qui s'explique dans certains cas par des clauses contenues dans les contrats d'embauche interdisant d'être recruté par une entreprise concurrente.

3.2- Impacts des IDE sur le pays d'origine

En décidant de s'implanter à l'étranger, la firme multinationale cherche un profit plus élevé et une extension de son appareil productif et en conséquence une amélioration de la production et la croissance de son pays d'origine, ainsi comme il est bénéfique pour le pays d'accueil, l'IDE constitue un facteur d'extension, de croissance et de développement du pays d'origine.

3.2.1 IDE source d'extension et de durabilité et de la croissance économique

Outre les avantages spécifiques à la firme étrangère, le pays d'origine bénéficie du rapatriement des bénéfices, de l'extension de l'appareil productif de la firme par le déplacement (exportation) des équipements, des machines et des matériaux, ce qui constitue un dynamisme dans l'économie d'origine et fait bénéficier les fournisseurs de l'approvisionnement et des équipements.

L'IDE peut aussi ouvrir l'accès à des ressources étrangères, soit en matières premières lorsque l'implantation est faite dans un PVD doté de ces ressources, soit en terme de technologie lorsqu'il s'agit des échanges techniques intra-entreprises qui représentent une part importante du commerce extérieur.

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

La présence des entreprises multinationales dans les économies étrangères permet au pays d'origine comme au pays hôte d'établir des relations qui sont en mesure de consolider et de promouvoir leurs intérêts respectifs et d'intensifier les domaines de coopération entre eux.

3.2.2- Effet sur la balance des paiements

Du fait que l'IDE représente un flux financier à long terme, l'impact sur la balance des paiements du pays d'origine est globalement positif.

Lorsqu'il y a financement de l'IDE par le biais des bénéfices réinvestis ou par un crédit extérieurs, c'est-à-dire mouvement de capital au sens monétaire, on est en présence d'une substitution de l'exportation par l'investissement étranger.

L'effet de l'IDE sur la balance de paiement du pays d'origine est ressenti comme suit :

Au départ, on assiste à une détérioration de la balance de paiement (de capitaux) du fait de la sortie des capitaux vers l'étranger.

Mais après que la filiale implantée à l'étranger, commence à s'installer et à produire convenablement, on constatera une amélioration de la balance des paiements des bénéfices et des redevances versés à la société mère.

On outre, lorsqu'il s'agit de transfert vers le pays d'accueil sous forme de connaissance, ou de biens d'équipements et de matériel plutôt que sous forme de mouvements de fonds, on pourra constater une amélioration de la balance des paiements et cela par les rentes et redevances perçues sur l'utilisation de la technologie et par les flux des dividendes rapatriés.

Section 04 : Le climat des IDE en Algérie, tendances et perspective

L'ensemble des spécialistes ont établi un constat unanime pour la dépendance sur l'économie algérienne vis-à-vis de l'hydrocarbure. Cette situation représente un réel danger pour les générations futures de notre pays ; puis que l'économie nationale est basée sur une richesse qui possède deux caractéristiques principales : - la non pérennité, s'agissant d'énergie fossile donc non renouvelable et les réserves algérienne en les matières sont estimées au plus à 30 ans au rythme d'exploitation actuelle. -La volatilité résultant de l'extrême sensibilité des hydrocarbures aux facteurs géostratégiques avec pour conséquence une instabilité des prix. A partir de ce constat, les pouvoirs publics ont engagé une stratégie de diversification de l'économie nationale, une stratégie qui dans l'un des segments réside dans l'encouragement et l'attraction de l'investissement directe étranger comme moyen d'augmenter la capacité de production et d'exploitation économique.

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

4.1 Tendances des IDE en Algérie ⁵

L'environnement institutionnel et juridique lié à l'investissement en Algérie continue de susciter beaucoup d'interrogations sur la non efficacité des dispositifs mis en place jusqu'à ce jour vu le nombre relativement bas des flux d'investissements, notamment ceux des IDE.

Les approches à la modernisation des pratiques administratives et institutionnelles, à l'accompagnement des investissements étrangers qui méconnaissent l'environnement économique et administratif; à la nécessité d'améliorer le statut et les attributions de l' ANDI, au système douanier et à la facilitation des procédures et au renforcement des procédures des accords bilatéraux sur l'investissement et à la non double imposition avec les partenaires étrangers.

Les mesures prévues par le nouveau dispositif législatif à la promotion et à l'encouragement de l'investissement national ou étranger ont été assorties d'exonérations et d'allègements fiscaux liés au régime général, au régime dérogatoire, aux zones à développer, et aux projets présentant un intérêt particulier. De même que des garanties ont été données quant à la non discrimination entre promoteurs nationaux et étrangers, le règlement des différends soumis aux juridictions compétentes des conventions bilatérales ou multilatérales, la garantie de transfert du capital et des revenus générés par les investissements à partir d'apports en devises convertibles. Ainsi que la sauvegarde des droits acquis au regard de l'ancien dispositif APSI⁵.

4.2 Le rôle des IDE dans le développement :

L'Algérie pourra-t-elle un jour voir son développement s'appuyer de manière significative sur les IDE. Les données statistiques révèlent plutôt que cet apport est faible quantitativement et peu efficace qualitativement.

Longtemps confiné dans le giron étatique, l'investissement privé, national et étranger, est maintenant sollicité et aidé, car seul moyen de substitution à la rente pétrolière appelée à disparaître sans que l'on se rende compte. Même si l'Algérie est un peu à la traîne par rapport aux autres pays arabes, elle met les bouchées doubles et multiplie les offres d'avantages fiscaux ou autres aux éventuels investisseurs qui viendraient s'installer sur son sol.

Si au début de l'ouverture, l' APSI, avec un seul bureau sis à Alger, n'a pu attirer et aider les investisseurs à s'installer, les choses ont beaucoup changé depuis 2001 avec la création de l'ANDI (agence nationale de développement de l'investissement). Cette nouvelle formule

⁵ *Revue des Sciences Humaines -Université Mohamed Khider Biskra N°12*

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

permet à tout investisseur de retrouver au même endroit le service des domaines, les banques, les assurances, les services de l'emploi, la douane, le service du registre de commerce et bien D'autres. Autrement dit, c'est toute l'administration qui vient vers les investisseurs et non le contraire

Pour les IDE, l'Algérie reste toujours vis-à-vis des étrangers, un pays à potentiel énergétique, notamment gazier avec des atouts touristiques. Si le premier attire un certain engouement, le second demeure léthargique et là tout est à faire pour attirer les IDE. Quant à la relance économique, un programme peut n'être profitable que d'une manière conjoncturelle dès lors que les entités économiques restent peu aptes à la concrétisation des grands projets d'équipements prévus.

Autrement, une manne qui peut, en aval, n'être profitable que pour les opérateurs étrangers qui ne sont pas tenus, dans pareil cas, à un quelconque investissement étranger. Ceci nous amène à poser une question : comment utiliser au mieux cette manne pétrolière? Assainir le climat des affaires dans un pays où 70 % des entreprises indiquent payé des pots de vin, selon le rapport sur le développement dans le monde 2005 de la banque mondiale.

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE

Conclusion

L'IDE est un outil d'accroissement de capitaux domestiques, qui permet d'éviter l'accroissement de l'endettement extérieur. De plus, la participation d'investisseurs étrangers à l'infrastructure physique et au fonctionnement du secteur financier (sous réserve qu'il existe des cadres réglementaires adéquats) peut contribuer à améliorer les économies les moins avancées.

Les sources crédibles en matière de flux d'investissement internationaux sont aujourd'hui assez bien connues et identifiées. De la Banque d'Algérie à la CNUCED en passant plus récemment par le réseau Anima, qui a néanmoins ses particularités et ses limites qui tiennent essentiellement à la méthode utilisée. Parmi ces sources, on peut mentionner tout d'abord pour notre pays les notes de conjoncture de la Banque d'Algérie qui livrent des informations récentes sur les entrées effectives de capitaux au titre des IDE, mais ont pour principal défaut de ne pas détailler suffisamment la structure et l'orientation de ces IDE. Les différentes notes de conjoncture livrées par la banque centrale au cours des dernières années sont à cet égard tout à fait illustratives. (*Elle relève de façon souvent très lapidaire que les investissements directs étrangers bruts ont connus une baisse régulière au cours des dernières années et sont passés d'un record de 2,9 milliard de dollars en 2009 à 1,7 milliards de dollars en 2013. Notons également que ces chiffres qui traduisent les performances moyennes des dernières années tiennent compte des investissements réalisés dans le secteur des hydrocarbures. On voit qu'on est très loin des annonces faramineuses de l'ANDI pour le seul secteur hors hydrocarbures*)⁶.

⁶ Algérie-focus.com l'Algérie est elle entrain de rater le train des IDE mondiaux.

Chapitre II

**Les déterminants de localisation des
IDE**

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Introduction

Dans les années 50 et 60, les investissements directs étrangers étaient regardés avec beaucoup de méfiance et de suspicion. En effets, pour des questions d'ordre politique, plusieurs pays considéraient les IDE comme une menace et un facteur de dominance pouvant porter atteinte a la souveraineté nationale.

Aujourd'hui la donne à changé du fait que la plupart des pays se sont orienté vers l'attraction et la promotion des IDE, en devenant ainsi l'un des grand enjeux de la concurrence et de rivalité entre les pays. Ainsi, la question de l'attractivité a suscité depuis quelques années un intérêt croissant aussi bien pour les chercheurs que pour les décideurs politiques. Le rôle croissant des FMN dans l'économie mondiale, la diversité croissante des options dont elles disposent pour la localisation de leurs projets justifient l'omniprésence de la notion d'attractivité dans les discours politiques, et dans les différents travaux de consultants et de chercheurs.

C'est dans ce contexte que s'inscrit ce deuxième chapitre qui s'articule autour de trois sections, la première section sera consacrée aux déterminants de localisations des IDE en Algérie, la deuxième section se porte sur une comparaison globale de ces déterminants de l'Algérie et le Maroc , et pour clôturer ce chapitre, une troisième section ou nous exposerons les différentes stratégies ainsi que les zones de localisation des IDE dans les trois pays maghrébins.

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Section 01 : Déterminants des IDE en Algérie

En utilisant les facteurs clés qui déterminent la compétitivité et le succès d'un pays à devenir une plate-forme (HUB) logistique ainsi que les déterminants liés à la localisation de l'investissement direct étranger (IDE). Cette section évalue les potentialités actuelles de l'Algérie comme étant une plaque tournante logistique et son attractivité pour les IDE dans de nouveau contexte Euro – méditerranéen. En d'autres termes, cette section est la réponse à la question suivante; " Est ce que les investisseurs vont considérer l'Algérie comme un centre logistique régional pour l'implantation de leur investissements étranger. Ainsi, l'objectif de cette section est d'évaluer les potentialités de l'Algérie, celles d'être une plaque tournante logistique pour les investissements étrangers orientée vers l'exportation dans le contexte de l'union Méditerranéenne, à travers l'examen des facteurs de compétitivité et d'attractivité liés à la sélection du centre logistique. Après quoi les conséquences seront mis en place et un ensemble des recommandations seront proposées.

1.1-Situation géographique

Le lien entre un avantage concurrentiel de l'entreprise et la location géographique du pays hôte est évident, il a été démontré à maintes reprises dans plusieurs études. Pour les multinationales, les IDE qui sont orientés vers l'export sont particulièrement encouragés par le rapport "la distance de l'économie / coûts de transport " (soit pour le marché intérieur ou les marchés voisins). Cet avantage est très important pour le commerce des entreprises mondialisées, car il explique dans une certaine mesure pourquoi les entreprises investissent dans un pays particulier, plutôt que dans d'autres. Le choix de l'emplacement ou la location d'un IDE est considérablement induit par l'économie d'échelle (taille du marché)¹, l'accès au marché et l'avantage de la proximité des marchés environnants.

Bordant sur l'Europe, l'Afrique et les pays arabes, l'Algérie est le plus grand des cinq pays du Maghreb (Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie et Libye), plein de contrastes. Avec une superficie de 2 381 741 km², actuellement la première superficie africaine, et la dixième dans le monde, de taille égale à 2 / 3 de la superficie totale de l'Union européenne. Environ 85% de la superficie totale (environ 2 millions de km²) est occupé par le Sahara, un des plus grands déserts du monde.

¹ «De la silicon valley à Singapour: Localisation et l'avantage concurrentiel dans l'industrie du disque dur »
David G McKendrick, Richard F Doner et Stephan Haggard Stanford: journal de l'universite de Stanford 2000

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Cette situation géographique stratégique offre de nombreux avantages pour le développement de son potentiel d'investissement, y compris l'investissement étranger orienté vers l'exportation. Avec un littoral de plus de 1.600 km, hébergeant 10 ports commerciaux qui sont situés à quelque heures des grandes capitales européennes (01 heures de Paris, 02 heures de Rome, 1.30 heures de Madrid et 05 heures de Munich) et à proximité du carrefour des voies de navigation principales (<à 60 miles de la côte algérienne) Voir (Fig1), l'Algérie apparaît comme un véritable portail de commerce sur le Maghreb et le Mashreq arabe et aussi sur l'Afrique sub-saharienne.

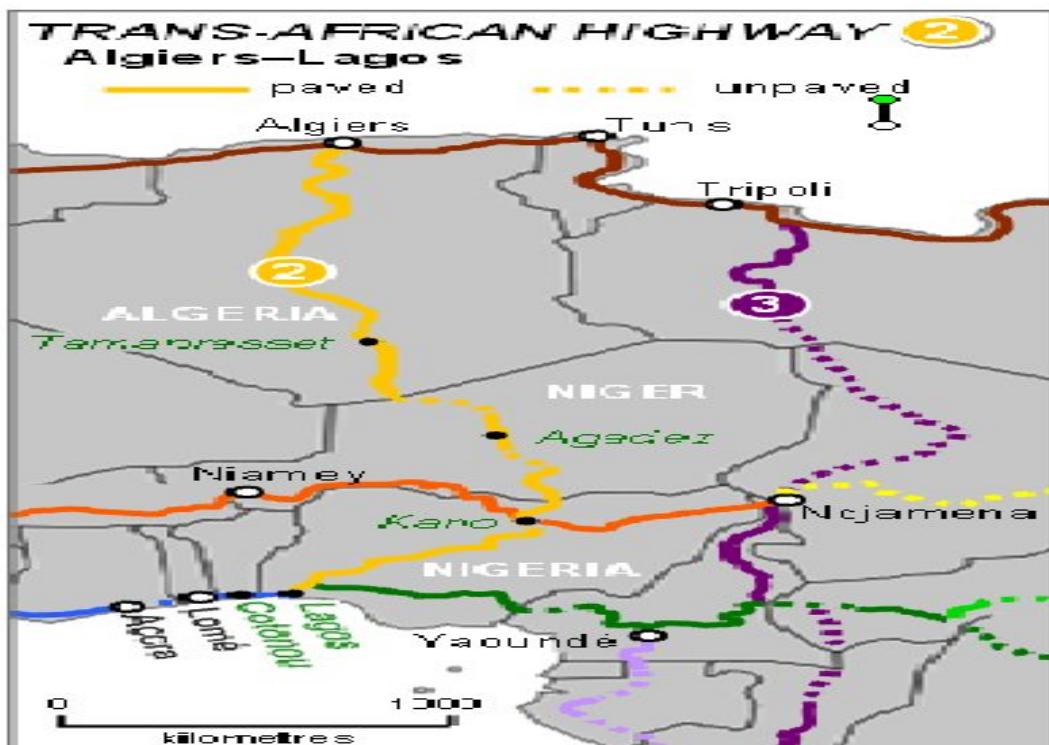
Figure 01: l'Algérie dans les carrefours Afrique-Europe-Proche-Orient.



CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Cet emplacement a gagné d'importance avec le lancement de grands projets du grand Maghreb et l'achèvement future d'Autoroute Transsaharienne Voir (FIG2)². Ces infrastructures permettront à de plus de marchandises de transiter par l'Algérie que par tout autre pays en Afrique. Dans le nord, les ports maritimes et aéroports sont un canal important pour le commerce avec les pays européens et les pays du Moyen-Orient, d'Extrême-Orient, ils rendent les marchés plus éloignés accessibles et à portée de main. En outre, les liaisons routières et ferroviaires fourniront un accès facile sur l'axe horizontal (est-ouest), de la Mauritanie à l'Egypte et sur l'axe vertical (nord-sud), allant de la côte profondément vers l'Afrique sub-saharienne. En bref, l'emplacement central de l'Algérie lui confère le statut privilégié de la passerelle de l'Afrique Voir la figure (2).

Figure 02: l'autoroute Transsaharienne.



1.2-Economie et Commerce comme échelle de marché

La taille du marché et la croissance du pays d'accueil, qui est mesurée par le produit intérieur brut (PIB), le PIB par habitant, ou le PNB et le PNB par habitant, alors que la croissance économique rapide peuvent créer de vastes marchés intérieurs et des entreprises. La taille du marché est appelé à jouer un rôle clé pour attirer l'IDE orienté sur le marché parce que une

²«La Route transsaharienne Historique et importance Economique» par M. Ayadi Secrétaire Général du Comité de liaison de la Route transsaharienne Alger CLRT mars 2 000

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

taille du marché plus grande offre de plus grandes possibilités de réaliser efficacement des économies d'échelle³, dans la mesure où de plus grandes économies domestiques réduisent le coût de l'approvisionnement du marché en raison des économies d'échelles et à moindre coût par unité de production⁴. Cet avantage peut être particulièrement plus important lorsque, la taille du marché intérieur peut être combinée avec ceux des pays voisins comme une partie d'une intégration de l'économie régionale (euro-méditerranéenne) de devenir un véritable marché régional.

Pour le marché algérien, grâce à la reconfiguration géoéconomique en cours de la zone d'euro-méditerranéen et africaine, il semble être un objet d'un regain d'intérêt jusqu'au point d'être courtisé par plusieurs pays dans le cadre de leur stratégie visant à étendre leur marché vers l'Afrique. Alors que dans la plupart des pays de la région (Maroc, Tunisie, Egypte) "les marchés ont atteint le point de saturation et sont difficiles à évaluer, le marché algérien a, quant à lui, les caractéristiques d'un nouveau marché parfois vierge dans certains secteurs où les opportunités au progrès sont effectivement énorme, pour ceux qui peuvent investir. Cependant ce marché en proie à des contradictions et des anachronismes, ses potentialités sont plus concurrentes que complémentaires. L'Algérie est classé 50e (indice de la taille du marché), selon la classification établie par le rapport de compétitivité global 2010-2011, publié par le Forum économique mondial (FEM-Forum économique mondial).

En terme d'importation et d'exportation, les volumes ont atteint respectivement 19,71 et 21 milliards de dollars au cours du 1er semestre de 2010, la population de l'Algérie est élevée à 36,034 millions d'habitants au 1er Janvier 2010⁵ (voir tableau (1)), sa répartition très contrastée par rapport à la grande étendue géographique, c'est de la partie nord du pays (10% de l'ensemble du territoire) qui accueille la quasi-totalité de la population 90% et où est concentré massivement dans les grandes villes: Alger (6 488 795 habitants), Oran , Constantine, Bejaia et Annaba. Deuxième plus grande économie en Afrique, L'état domine la plupart des domaines de l'économie algérienne, la libéralisation bien que progressive depuis le milieu des années 1990 a ouvert plus son économie à la participation privée nationale et étrangère. Les hydrocarbures sont l'épine dorsale de l'économie, qui représente environ 60% des recettes budgétaires, 30% du PIB, et plus de 95% des recettes d'exportation. L'Algérie dispose des huitièmes plus grandes réserves de gaz naturel dans le monde et est le quatrième

³ Déterminants des IDE en Chine- Shaukat Ali et Wei Guo -Journal de Global Business and Technology, Volume 1, Numéro 2, automne 2005-1

⁴ Les déterminants et la relation entre investissements directs étrangers / Ewe-Ghee Lim, Le Département du Moyen-Orient au Fonds monétaire international. - 2001 - Business & Economics - 27 pages

⁵ Base de données sur les perspectives de l'économie mondiale –fonds monétaire International -

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

plus grand exportateur de gaz; il se classe 15^e en réserves de pétrole.

La faiblesse des prix du pétrole mondiales en 2009 ont contribué à une baisse de 40% des revenus du gouvernement, bien que le gouvernement continue de profiter d'un coussin financier fourni par près de 150 milliards de dollars en réserves de change et les grands fonds de stabilisation d'hydrocarbures. La dette extérieure de l'Algérie est seulement d'environ 1% du PIB. Les autres principales ressources naturelles de l'Algérie sont le minerai de fer, l'uranium, le plomb et le zinc. Ses principales cultures sont les céréales (blé, orge), des dates, des légumes, du bois et du liège, oliviers et d'agrumes. La pêche a également un rôle très important. Dans le secteur industriel, les principales productions sont le raffinage du pétrole, de la pétrochimie, la production d'énergie, l'exploitation minière et de la fabrication, y compris la nourriture et les textiles. Tel que rapporté par les institutions de la banque centrale mondiale et le Fonds monétaire international, la croissance économique en Algérie dépasse le taux du PIB mondial qui devrait être de + 2,7% en 2010 et + 3,2% en 2011 contre -2,2% en 2009. En ce qui concerne la croissance le ratio du solde du compte courant de l'Algérie par rapport au PIB, la Banque mondiale fait valoir que ce taux se tiendra à 2,7% en 2010 pour passer à 5,6% en 2011 contre -3, 4% en 2009.

La croissance économique est restée stable en 2009, malgré un environnement mondial difficile, marquée par une baisse de la demande pour les hydrocarbures. Le produit intérieur était d'environ 100175 trillion dinars en 2009 ont légèrement diminué (0,6%) par rapport à 2007. La part du secteur des hydrocarbures est en déclin dans le taux de croissance global. Selon le rapport du gouverneur de la Banque d'Algérie, les secteurs non pétroliers ont représenté 9,3% du PIB en 2009, la «meilleure performance de la décennie. L'agriculture participe pour 20%, les services de 8,8%, le logement et les travaux publics 8,7%. Le tout dans un contexte marqué par une amélioration de l'activité industrielle et d'une baisse du taux de chômage à 10,2%. La situation financière de l'Etat demeure solide et permet la poursuite de la politique publique de l'investissement. Pourtant, le Trésor accuse son premier déficit de la décennie. Ses ressources ont diminué sensiblement en 2009 à -29,2%. Le fonds de régulation (FRR) est passé de 17 4280000000000 dinars en 2008 à 4.316.500.000.000 de dinars en 2009. Aussi en 2009, les dépenses publiques atteignent un taux record de 13% du produit intérieur. Ceci est le taux le plus élevé parmi les pays du monde en développement. Les réserves de change de l'Algérie se sont élevées à 147,221 milliards de dollars à la fin de Décembre 2009. L'équivalent de 36 mois d'importations de biens et services besoins. La dette extérieure à moyen et long terme, elle est d'environ 3,92 milliards de dollars. La situation du

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

commerce extérieur est caractérisée par une quantité non négligeable de 0,41 milliards de dollars. Le premier semestre de 2009 était encore un écart dont la valeur est non spécifiée dans le document. Les exportations de pétrole ont rapporté 44,41 milliards de dollars en 2009, en baisse de 42,46% par rapport à 2008 (\$ 77,19 milliards). Pour rappel, le prix du pétrole atteint au cours de la première moitié de 2009 37\$. Les IDE sont tombés à 2,54 milliards de dollars en 2009. La balance des paiements a enregistré un excédent de 3,86 milliards de dollars, bien loin des 36,99 milliards de dollars en 2008. La rentabilité des banques privées est plus importante que les banques publiques.

Table (1) : les indicateurs clés de la démographie et de développement social

Population	35.6*	HDI	0.75	PIB p.a. (\$)	7748
La croissance Pop% <u>p.a.</u>	1.5	classement selon l'IDH	104	Indice de Gini	35.3
Espérance de vie	72	Un indice de l'Education	0.75	Pauvreté	23.6
population urbaine	64.6	L'égalité des sexes	0.31	Aide par habitant (\$)	11.5

Sources: PNUD, Rapport sur le développement humain 2009 | La Banque mondiale, World Development Indicators 2009.

Notes: (1) Sexe (IPF). (2) Pourcentage de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour. (*) Mise à jour

1.3- Les infrastructures de Transport et connexions des systèmes de transport

L'un des principaux moteurs d'un fort groupe logistique dans un pays ou une région est la présence d'infrastructures dense et grande qualité pour tous les modes de transport. Plus précisément, des infrastructures d'accès et les corridors, les systèmes de la logistique et des réseaux reliant les zones des marchés de vente et d'approvisionnement prolongent le processus de développement régional bien au-delà de la région et/ ou l'Etat ou nation. Ce faisant, ils permettent d'augmenter les niveaux de concurrence pour les fournisseurs nationaux, de créer des incitations pour le gain de la productivité dans le même temps de présenter de nouvelles opportunités pour l'investissement et l'accès au marché (en réduisant leurs coûts totaux de transport et les délais de commercialisation). Ils augmentent la possibilité pour l'entreprise nationale de participer aux chaînes d'approvisionnement mondiales⁶. Pour l'Algérie, les indicateurs du secteur des transports sont les suivants, sa part avec le secteur de la communication a atteint 9,7% du PIB; il absorbe 10% des investissements dans le pays⁷.

⁶ La dimension de la valeur ajoutée des passerelles (gateways) et des corridors: valeur ajoutée d au système logistique national et international. David Gillen 2008

⁷ Étude Euromed des transports routiers dans le Maghreb

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

L'élément clé dans une chaîne logistique est le système de transport, qui lie les activités séparées. Le transport occupe un tiers du montant dans les coûts de la logistique, ainsi les systèmes de transport et de ses infrastructures influencent grandement les performances de système logistique. Sans systèmes et infrastructures de transport bien développés, la logistique ne pouvait pas apporter ses avantages en jeu complet. Un bon système de transport dans les activités de logistique pourrait fournir une meilleure efficacité, de réduire les coûts de fonctionnement, et de promouvoir la qualité du service. L'amélioration des systèmes de transport a besoin de l'effort des deux secteurs public et privé. Ainsi un système de transport bien développé pourrait jouer un grand rôle à la fois pour la compétitivité et l'attractivité du pays dans le domaine de la logistique, par conséquent.

1.4- Cadre juridique, réglementaire et institutionnel

L'efficacité de l'administration publique, un climat des affaires / d'investissement convivial réduit les coûts supplémentaires d'implantation des IDE dans un pays étranger, bénéficiant ainsi à la fois au pays d'accueil et aux Multinationales (IDE), ces coûts ont un lien avec des facteurs tels que (y compris les systèmes d'imposition et la facilité à créer une entreprise, l'absence de corruption, droit des contrats, la sécurité des droits de propriété, les normes prudentielles, système bancaire, les exigences de performance comme partenariats obligatoires communs et exigences domestiques de contenu, et la stabilité politique et macroéconomique). En général, plus la paperasserie, les exigences de rendement sont plus restrictives, une situation politique instable, ou de l'instabilité économique rendrait le pays hôte moins attrayant pour les IDE ainsi; ils sont susceptibles d'affaiblir l'avantage concurrentiel d'un pays à être probablement choisie comme une plaque tournante logistique pour les IDE⁸.

L'ouverture de l'économie algérienne a connu une croissance rapide au cours des dernières années avec une entrée progressive dans l'économie de marché. La réglementation prévoit des incitations et des facilitations pour tout investisseur, sans distinction entre le capital national et le capital étranger. Dans ce contexte, l'Algérie dispose d'un code d'investissement révisé par l'ordonnance n ° 01-03 du 20 Août 2001 sur le développement de l'investissement. Cette ordonnance prévoit une gamme d'avantages aux investisseurs et a mis en place des instruments nécessaires à une politique de promotion de l'investissement tels que le Conseil national de l'investissement, présidé par le chef du gouvernement, l'Agence nationale de

⁸ Les déterminants et la relation entre investissements directs étrangers / Ewe-Ghee Lim, Le Département du Moyen-Orient au Fond monétaire international. - 2001 - Business & Economics - 27 pages.

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

développement de l'investissement (ANDI), comprenant la gestion administrative des domaines couverts par la loi de l'investissement. L'Agence gère également le Fonds pour soutenir l'investissement.

Quant aux facilitations, elles comportent un volet fiscal et parafiscal accordant des réductions ou exemptions importantes selon les modalités prévues, sur certains coûts d'exploitation (taux réduit des droits de douane pour les équipements importés dans le cadre de la réalisation de l'investissement, l'exonération de taxe sur la taxe annuelle sur les bénéfices des revenus global, l'exonération de TVA sur les biens et services ...). La loi algérienne prévoit un divers régime. Le régime général apporte un bénéfice normalisé principalement liées au projet d'assemblage, et des régimes spéciaux visant à encourager certains investissements de par leur nature, les intérêts ou l'emplacement. Les différentes facilitations peuvent être étalées sur trois ans dans le cadre du régime général et un maximum de dix ans pour le régime d'exonération. La loi a également des garanties essentielles pour les investisseurs, les garanties d'investissement dans le sens de la non-discrimination et l'égalité de traitement de toutes les personnes physiques et morales non-résidentes (nationales ou étrangères) et entre eux et les individus et les entités juridiques algériennes. Vont également garanti le transfert du capital investi et des bénéfices (si elle a été réalisée grâce à des contributions en monnaie étrangère), et la garantie de recours à l'arbitrage international pour le règlement des différends entre l'Etat et l'investisseur.

Une nouvelle version du Code de commerce devrait être développée pour répondre aux besoins futurs des engagements internationaux de l'Algérie, en particulier avec l'Union européenne et son adhésion à l'OMC. Depuis le 1er Janvier 2002, un nouveau tarif est entré en vigueur. Il comprend quatre taux de douane: 0, 5, 15 et 30% selon le degré de transformation des produits importés. Le taux de 5% est applicable pour les matières premières et plus généralement pour l'équipement, le taux moyen (15%) pour les produits intermédiaires et semi-finis, le taux le plus élevé (30%) pour les biens de consommation finale. Ce niveau de taux, pour le quel il faut ajouter les exonérations fiscales pour certains secteurs et pour l'équipement de nouveaux investisseurs, faisant de l'Algérie le pays le plus ouvert dans le bassin méditerranéen, avant même l'entrée en vigueur de la réduction tarifaire dans le cadre de la zone de libre-échange. Toutefois, pour certains produits, un droit additionnel provisoire (DAP) est appliqué pour protéger les biens produits localement. De 60% au départ (2001), il sera en baisse (12% / an) au fil du temps, jusqu'à ce qu'il disparaisse complètement en 2006⁹.

⁹ Comment investir en Algérie? ANIMA Investment Network

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Cependant, malgré toutes ces mesures de facilitation et d'incitations, l'Algérie continue à être considéré comme un pays qui n'offre aucune opportunité pour les investisseurs et les commerçants. Dans le rapport d'évaluation final publié par la Banque mondiale et la corporation financière internationale, l'Algérie est classée dans les niveaux inférieurs en termes de «facilité de faire des affaires». Données de Doing Business 2011 pour l'économie algérienne a montré un net recul de l'Algérie contre les indicateurs. Et les indices de 2009. L'Algérie est classée 136e sur 183 économies. L'économie algérienne a gagnée deux places (134e), alors que dans le classement de 2010; elle tombait à 136e place. Un ensemble de règlements touchant les 9 stages d'un cycle de vie d'une entreprise sont mesurées: 1) démarrage d'une entreprise, 2) l'octroi de permis de construction, 3) de propriété, 4) obtention de crédit, 5) protection des investisseurs, 6) le paiement des impôts, 6) le commerce transfrontalier, 7) exécution des contrats et 8) fermeture d'une entreprise. Ces données de Doing Business. 2011 sont en cours à partir du 1er Juin 2010 *, .elle sont utilisés pour analyser les résultats économiques et identifier les réformes qui sont nécessaires, (voir tableau (2))¹⁰.

Tableau (2) : Le rang de l'Algérie Doing business 2011

Le classement de l'Algérie dans le tableau : Doing business 2011

Facilité de faire des affaires	136
Démarrage d'une entreprise	150
Octroi de permis de construction	113
propriété Enregistrement	165
Obtention de prêts	138
Protection des investisseurs	74
Paiement des impôts	168
Commerce transfrontalier	124
Exécution des contrats	127
Fermeture d'une entreprise	51

Source: La Banque Mondiale

Dans son rapport 2011 "Pays à Risques ", la compagnie d'assurance française pour le commerce extérieur "COFACE"¹¹ a maintenu le classement de l'Algérie à la note "A4" ¹²et

¹⁰ Doing Business 2011, Rapport sur Algérie publié par la Banque mondiale et la corporation financière internationale

¹¹ Compagnie d'assurance "de la COFACE" français pour le commerce extérieur

¹² "A4": Les perspectives politiques et économiques peuvent être marquées par quelques faiblesses. Une relative volatilité de l'environnement des affaires est susceptible d'affecter les comportements de paiement, la probabilité moyenne que cela conduise à un défaut de paiement restant acceptable.

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

"B"¹³ note pour le milieu des affaires. Ainsi, malgré de bons indicateurs économiques et politiques en Algérie, notamment en termes de réserves de change, l'investissement public, la dette extérieure, la stabilité politique et l'amélioration de la situation de la sécurité économique, la notation est inchangée par rapport à 2010. Ce sont les nouvelles mesures réglementant des importations et les investissements en Algérie qui pénalisent les entreprises en Algérie, selon l'assureur français. Les restrictions sur les importations et les investissements étrangers introduits dans la loi des finances pour 2009, même si elles ont été légèrement assouplies par celle de 2010, semblent être, selon "la COFACE", pas propice à l'amélioration du climat d'entreprise et le développement du secteur privé¹⁴.

En outre, le volume des investissements directs étrangers (IDE) en Algérie, ont baissés pour l'exercice 2009. Ainsi, selon le rapport annuel publié par l'Agence de garantie multilatéral d'investissement (MIGA), l'IDE en Algérie en 2009 est tombé à 2,31 milliards, comparativement à l'années précédente. MIGA également l'un des organes de la Banque mondiale, a déclaré dans le document rendu public, que l'Algérie n'a jamais connu une tendance à la baisse depuis 2003. Entre 2002 et 2009, les investissements étrangers en Algérie ont évolué pour un montant total de 1,07 milliards de USD en 2002 de 630 millions de dollars en 2003 à 880 millions de dollars en 2004, 1,08 milliard en 2006 de 1,66 milliards \$ en 2007 à 2,65 milliards de dollars en 2008 et \$ 2,31 milliards en 2009, publie MIGA dans son rapport 2010 sur l'investissement étranger direct dans le monde.

1.5- Le commerce transfrontalier et les chaînes de transport multimodal

La facilitation du commerce transfrontalier et l'infrastructure de transport intérieur, ensemble, peuvent réduire les coûts commerciaux et de conduire directement à l'accroissement du commerce et de l'investissement. Les coûts des échanges réduits peuvent aussi indirectement induire une augmentation de l'investissement direct étranger (IDE), principalement grâce à l'intégration verticale intra-entreprise à travers les frontières qui exploitent les avantages comparatifs de chaque emplacement, et à son tour, de telles augmentations des IDE peuvent encore accroître le commerce régional, s'ajoutant à l'effet direct de l'expansion du commerce. Ceci définit un triangle vertueux de renforcement mutuel entre les effets du développement des infrastructures transfrontalières, la facilitation du commerce, et plate-forme logistique attractivité.

¹³ "B": incertitudes de l'environnement économique et financier et la difficulté d'entrepreneuriat peuvent affecter le comportement de paiement. La probabilité d'un défaut de paiement des entreprises est assez élevée.

¹⁴ Rapport de 2011 sur "les Pays à risques", publié par la COFACE

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Algérie - par sa position géographique, ses infrastructures et le potentiel de transport - jouera un rôle clé dans la chaîne de transport et la construction d'un pont entre l'Europe et l'Afrique. Dans ce contexte, elle a également lancé un vaste processus de réforme, notamment par une refonte complète de son cadre juridique en l'adaptant avec le contexte international.

Cependant, il semble pertinent de souligner certaines contraintes juridiques qui limitent l'organisation et la fluidité du commerce international.

En termes juridiques:

La "COTIF"¹⁵ n'est pas appliquée en Algérie, tant que le niveau régional, c'est la Convention du transport ferroviaire Maghreb (CFTM)¹⁶, qui régit les relations entre les trois pays (Maroc-Algérie-Tunisie).

Dans ses relations avec les pays européens, dont elle est séparée par la mer Méditerranée, l'Algérie a réussi à mettre en œuvre la COTIF exigeant l'enregistrement d'une ligne de transport comme une extension des chemins de fer européens. Mais l'opérateur maritime algérien requit n'a pas adhéré à ce principe parce qu'ils ne sont pas convaincus des avantages que cela peut avoir sur l'économie nationale.

La Convention TIR¹⁷, qui est en fait une convention douanière appliquée aux transports, subit le même traitement en raison de l'absence de conditions opérationnelles dans le pays.

Sur le plan organisationnel:

L'émergence d'une multitude de micro-opérateurs ont généralement un ou deux facteurs; le manque d'infrastructures pour les passagers et pour les marchandises, le manque des installations et des équipements nécessaires, l'influence de l'absence de commission sur l'organisation du marché des transports, le manque de plates-formes logistiques pour coordonner et réglementer la commercialisation et le commerce de marchandises et de la non-conformité des véhicules utilisés pour effectuer divers services.

La performance de l'Algérie, en ce qui concerne le commerce transfrontalier n'a pas beaucoup changé depuis 2008, le pays a perdu seulement 02 places¹⁸ dans ce domaine. Les conditions dans lesquelles les opérations d'importation et d'exportation sont effectuées, sont toujours obligatoires, y compris la nécessité de fournir des documents d'exportation de 8 et 9 pour l'importation. Une opération d'exportation nécessite 17 jours et coûte 1248 dollars par conteneur, tandis que la moyenne régionale de 1 024 dollars par conteneur. Comme pour les

¹⁵ COTIF Convention relative aux transports internationaux ferroviaires

¹⁶ Accord CFTM Maghreb Rail Transport

¹⁷ TIR Convention Internationale des Transports Routiers

¹⁸ «Les données historiques du commerce transfrontalier» Doing Business 2011 Rapport Algérie publiés par la Banque mondiale et la Société financière internationale

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

opérations d'importation, se sont 23 jours en Algérie avec un coût 1 428 dollars, alors que dans un pays comme les Émirats arabes unis; ils prennent seulement 10 jours, et ne coûte que 587 dollars par conteneur. L'institution financière internationale a déclaré dans son rapport qu'il n'y avait pas de grandes réformes entreprises par l'économie algérienne en 2008, contrairement à d'autres pays de la région MENA. Ces tableaux montrent les procédures nécessaires pour importer et exporter une cargaison standard de marchandises en Algérie. (Voir tableau (3) & table (4))

Tableau (3) : Liste les procédures nécessaires pour exporter une cargaison standard de marchandises en Algérie

Tableau de la nature des procédures d'exportation (2010)

Nature des procédures d'exportation (2010)	Durée (jours)	Coût \$ US
documents de préparation	8	450
Dédouanement et de contrôle technique	4	100
Ports et gestion d'un terminal	2	310
Transport et la manutention intérieure	3	388
Total	17	1248

Source: rapport Doing Business 2011 Algérie publié par la Banque mondiale et la Société financière internationale

Tableau (4) : Liste des procédures nécessaires pour importer une cargaison standard de marchandises en Algérie

Tableau de la nature des procédures d'importation (2010)

Nature des procédures d'importation (2010)	Durée (jours)	Coût \$ US
documents de préparation	10	540
Dédouanement et de contrôle technique	6	100
Ports et gestion d'un terminal	5	400
Transport et la manutention intérieure	2	388
Total	23	1428

Source: rapport Doing Business 2011 Algérie publié par la Banque mondiale et la Société financière internationale

Le principe du transport multimodal est en fait dans la multitude d'avantages qu'il représente, à savoir la réduction des coûts, la fiabilité, la rapidité, le coût contrôle et la livraison des cargaisons. Il permet en effet de créer une coopération entre les différents liens dans la chaîne tout en permettant une meilleure fluctuation d'informations.

Ce type de transport est peu développé en Algérie. Ceci est le résultat de l'absence d'une vision globale:

- ✓ Pas de normalisation des unités de chargement dans les ports, les aéroports et les gares.
- ✓ La non prise en compte des avantages de ce transport par les importateurs qui continuent de confier dans la plupart des cas, le transport de leurs marchandises à des fournisseurs.

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

- ✓ La réglementation insuffisante entre les parties prenantes et les entreprises dans la chaîne multimodale.
- ✓ Peu de services ferroviaires dans les ports.
- ✓ Fret conteneurisé insuffisant.
- ✓ Informatisation insuffisante des documents et des procédures.
- ✓ Le manque de compétence des différents maillons de la chaîne (agents et autres auxiliaires....).

1.6- Marché du travail

La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et une régulation du marché du travail favorable à l'investissement devrait améliorer la position d'un pays "dans les yeux des investisseurs étrangers. Les entreprises multinationales accordent une attention particulière à l'état du marché du travail local et une grande valeur à une main-d'œuvre productive et instruite. Ainsi la productivité du travail (le coût unitaire du travail) semble être décisif pour attirer ou à dissuader IDE¹⁹. Il est logique de dire que les entreprises étrangères peuvent profiter du faible coût du travail en investissant dans les pays en développement. Plusieurs études ont démontré qu'il y avait une relation positive entre la main-d'œuvre relativement pas cher en Chine et les entrées d'IDE a également convenu que les faibles taux de rémunération étaient un des facteurs économiques les plus importants pour les IDE²⁰.

L'Algérie a réformé la réglementation de son marché du travail après de longues décennies de rigidité excessive. Ces réformes ont fait des procédures et l'indemnisation de licenciement les contrats de travail plus souples et plus faciles, donnant ainsi aux employeurs une plus grande liberté dans la révocation de leurs employés. Ainsi, malgré les récentes réformes du marché du travail, l'Algérie affiche toujours une rigidité élevée de main-d'œuvre en comparaison avec les pays émergents et les pays en développement, en témoigne le dernier rapport de la banque mondiale, malgré qu'il est le seul compartiment dans lequel le pays a connu une légère amélioration, avec le déplacement de la place 119e dans le rapport de 2008 à la 118e en 2009. Toutefois, les résultats restent mitigés dans ce chapitre que la Banque mondiale²¹ a noté l'indice de rigidité de l'emploi en Algérie à 48 sur 100. Cet indice fait de l'Algérie un des plus rigides en matière d'embauche et de licenciement dans la région MENA avec le Maroc et la

¹⁹ Les conditions du marché du travail local et les flux d'investissements directs étrangers aux États-Unis de KOSTAS AXARLOGLOU *

²⁰ Déterminants des IDE en Chine de Shaikat Ali et Wei Guo -Journal de Global Business and Technologies, Volume 1, Numéro 2, automne 2005-1

²¹ «Les Défis de l'emploi au Maghreb» -Lahcen ACHY- Carnegie Middle East Centre Novembre 2010

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Tunisie qui respectivement affiche des indices de 63 et 49 sur 100. Dans le détail, la Banque mondiale explique ce manque de flexibilité par des difficultés dans le recrutement avec un indice de 44, heures de travail avec un indice de 60 et de licenciement avec un indice de 40. Toutefois, en termes de coûts de licenciement, l'indice de l'Algérie est l'un des plus bas dans la région MENA avec 17 semaines de salaire contre 132 semaines pour l'Egypte, en tête du classement (Voir Table (5)).

Tableau (5) Les procédures du travail

INDEX	ALGÉRIE	MEDA	OCDE
Indice de difficulté de recrutement	44	22,5	25,7
Indice de rigidité des heures	60	41,1	42,2
Indice de difficulté de mise à feu	40	31,6	26,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	48	31,7	31,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	17	53,6	25,8

Source: Doing Business 2009 dans le monde arabe (BANQUE MONDIALE)

Comme, la part avec le secteur des transports est de 9,7% du PIB; il absorbe 10% des investissements dans le pays. Le secteur des transports et de la communication (commerce et services, administration exclu) emploie 24,1% de la population active.

Et afin de fournir une formation suffisante et spécifique, pour la main d'œuvre du secteur des transports et des organisations auxiliaires de ce secteur. L'Algérie dispose des établissements d'enseignement suivants:

• Transport routier:

- ✓ Institut supérieur de formation ferroviaire (ISFF).
- ✓ École nationale des techniques appliquées de transport terrestre (ENATT).
- ✓ Ecole Nationale des Travaux Publics (ENTP).
- ✓ Institut national de la formation professionnelle (INFP).

• Transport maritime:

- ✓ Institut supérieur maritime (ISM).
- ✓ Ecole de la formation et l'instruction Technique maritime (ETFIM Mostaganem).
- ✓ Ecole de la formation et l'instruction Technique Maritime Bejaia (Bejaia ETFIM)

Section 02 : Comparaison des indices d'attractivité des IDE entre l'Algérie et le Maroc

2.1 Comparaison de la situation géographique

Les deux pays étant situés sur la façade nord-est du continent africain, chacun bénéficie des avantages fournis par son emplacement. Si le Maroc prétend avoir un avantage concurrentiel

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

entant délimité au nord par l'océan Atlantique, le détroit de Gibraltar (15 km) et la mer Méditerranée. Ainsi si le Maroc se situe donc à l'extrême nord-ouest d'Afrique, juste en face de l'Europe, où il est séparé de 17 km du détroit de Gibraltar. L'Algérie, pour sa part, se considère comme étant le carrefour à mi-chemin entre l'est et l'ouest de la mer Méditerranée et la passerelle incontournable sur les pays d'Afrique subsaharienne pour le commerce Nord-Sud et vice-versa.

La comparaison entre les pays sur ce point semble être un peu compliquée à cause de la proximité et de la frontière commune entre eux. En outre, la situation géographique seule ne peut donner par elle-même un avantage compétitif ou attractif pour l'un ou l'autre de ces deux pays, sauf si elle est liée à d'autres facteurs. Voir la figure (3)

La figure (3) Algérie et Maroc emplacement géographique



2.2 Comparaison de l'économie et du commerce (échelle de marché)

Avec une population de 32 244 millions (2011)²², le Maroc vient en deuxième position au Maghreb arabe uni après l'Algérie avec une différence 3, 37 millions d'habitants. La taille du marché marocain vient à la 57^{ème} position (sur 139) juste après celui d'Algérie qui est classé cinquantième (50^{ème}), selon le classement établi par le Rapport sur la compétitivité mondiale 2010-2011, publié par le Forum économique mondial (FEM-économique mondial Forum)²³.

²² Base de données sur perspectives économiques mondiales du Fonds monétaire international

²³ Le rapport sur la compétitivité mondiale 2010

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Au contraire, pour le Maroc son économie est un peu plus diversifiée et plus tournée vers l'agriculture, l'industrie et le tourisme que l'Algérie, il est néanmoins vrai que le Maroc possède les plus grandes réserves de phosphates, ce qui en fait le plus grand producteur et exportateur de phosphate dans le monde. La structure de son économie par rapport au PIB est présentée comme suit: agriculture: l'industrie de 18,8%: 32,6% et les services: 48,6%²⁴. Selon le rapport sur les perspectives économiques mondiales (WEO, World Economic Outlook), publié par le FMI et la Banque mondiale, le taux de la croissance de l'Algérie, reste inférieure à celui du Maroc, comme indiqué dans le tableau ci-dessous (voir le tableau (6)).

Tableau (6) Pour la croissance du PIB Maroc et l'Algérie de 2000 à 2011

Croissance du PIB réel	Moyenne 2000-05	2006	2007	2008	2009	2010 *	2011 *
Maroc	4.4	7.8	2.7	5.6	4.9	4.0	4.3
Algérie	4.5	2.0	3.0	2.4	2.4	3.8	4.0

Source: Perspectives économiques régionales Moyen-Orient et l'Asie centrale (OCT10)

Les tendances à long terme montrent une ouverture régulière de l'économie marocaine et donc une plus grande intégration dans l'économie mondiale.

Les exportations du Maroc sont dominées par trois groupes de produits, ce qui représente près de 79% des ventes totales: biens de consommation (comprenant plus de 80% des produits textiles), produits semi-finis (acide phosphorique, naturels et engrais chimiques et bois) et des produits alimentaires. Les ventes de produits bruts (11,6% du total des exportations) sont composées principalement de phosphate.

Les importations du Royaume sont composées à près de 85% des produits semi-finis, biens de consommation, biens d'équipement et les produits énergétiques.

En termes d'échanges économiques avec la Communauté européenne, l'Algérie devance le Maroc, sur les exportations vers l'UE. Les importations de l'UE qui proviennent de l'Algérie sont notamment de l'énergie à (98,4%) et un 1,1% de produits pétrochimiques.

L'économie du Maroc est encore relativement dépendante du commerce des articles de textiles (29,9%) et des produits agricoles (28,3%), qui représentent ensemble 58,2% du total des exportations marocaines vers l'UE en 2009. Le Maroc importe principalement de l'équipement de machines et de transport de l'UE (38,1%), les produits chimiques (9,8%) et des carburants (9,7%)²⁵.

²⁴ Economie du Maroc Source: CIA World Fact-book 2010

²⁵ Source: Eurostat (Comext, régime statistique 4) commerce mondiale excluant le commerce intra-UE et de l'Union européenne: 27 membres.

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Les biens d'exportations de EU vers l'Algérie consistent principalement de la machinerie (28,9%), en particulier les machines non électriques (16,5%), du matériel de transport (13,2%), qui représentent ensemble plus de 40% du total des exportations de l'UE vers Algérie, suivis par les produits agricoles (14,1%), du fer et de l'acier (13%) et enfin les produits chimiques (11,7%)²⁶. Le tableau (7) ci-dessous montre une comparaison sommaire entre l'Algérie et le Maroc la taille du marché.

Tableau (7) Comparaison sommaire entre l'Algérie et Maroc Marché.

Pays		ALGÉRIE	MAROC
Marché	La taille du marché et le rang des notes		
	Rang (sur 139)	50e	57 ^e
	Score (1-7)	4.7	4.0
Taille du marché	PIB	171,606 B. USD	96,326 B. USD
	PIB par habitant	7103 USD	4773 USD
	Population	36.034million (2011)	32,244 millions (2011)
	Taux de croissance	4,0%	4,3%
Caractéristiques économiques	La disponibilité des ressources naturelles	abondant	Inférieur
	Degré de diversification	Bas, basé sur l'hydrocarbure	Elevé
	Degré de libéralisation	modéré	Libéral
Volume du commerce extérieur	Indice de marché étrangères	41ème	68
	Exportation	\$ 52,66 milliards (2010 est.)	\$ 14,49 milliards (2010 est.)
	Importation	\$ 37,07 milliards (2010 est.)	\$ 34,19 milliards (2010 est.)

2.3-Comparaison des infrastructures et la connexion du système de transport.

En raison de la grande disparité entre les étendues géographiques des deux pays, il est objectivement difficile de faire une comparaison quantitative et qualitative entre les infrastructures marocaines et algériennes, bien que dans le domaine des infrastructures, le Rapport sur la compétitivité mondiale 2010-2011 publié par World Forum économique, classe le Maroc au rang de 71^e/ 139 pays avec un score de 3,8. Alors que l'Algérie est au rang de 87^e avec le Score 3.5 (voir le tableau (8)). Néanmoins, il est toujours utile de rappeler que le secteur des transports au Maroc fournit une moyenne de 7% du PIB (2% de moins que l'Algérie), il emploie directement 6% de la population active (18, 1% de moins que l'Algérie)

²⁶ Source: Eurostat (Comext, régime statistique 4) commerce mondiale excluant le commerce intra-UE et de l'Union européenne: 27 membres.

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

et il absorbe selon les années entre 20 et 25% du budget public alors qu'en Algérie, il absorbe 10% des investissements du pays²⁷.

En outre, si les infrastructures de transport algérien sont diverses et quantitativement importante, il n'y a pas moins de ceux du Maroc qui sont bien développés. Voir le tableau (8):

Tableau (8) rang et la note des infrastructures de l'Algérie et Maroc

2e pilier: Infrastructure (Rang sur 139)	Maroc	Algérie
Qualité de l'infrastructure globale	71	86
Qualité de routes	88	66
Qualité de l'infrastructure ferroviaire	37	65
Qualité de l'infrastructure portuaire	62	115
Qualité de l'infrastructure du transport aérien	67	98
Kilomètres en sièges d'avion disponibles *	46	70
Qualité de l'approvisionnement en électricité	66	69
De lignes téléphoniques fixes *	91	102
Abonnements de téléphonie mobile *	89	72

Source: Le rapport global de compétitivité 2010-2011 du Forum économique mondial (PAGE 77-247)

2.4 Cadres institutionnels et juridiques et facteurs réglementaires

En ce qui concerne, l'aspect réglementaire et institutionnel le Maroc a surclassé l'Algérie dans les trois études publiées par les institutions économiques internationales. Selon le rapport de Doing Business 2010-2011, le Maroc est classée 114e place suivie par l'Algérie a la 136^e place, pour le classement du rapport de compétitivité globale 2010-2011 (Dans exigences de base -1er pilier: Institutions) Le Maroc est 66^e avec un score de 3,9, devant l'Algérie qui est 98^e avec 3,5. Le score de la liberté économique du Maroc est de 59,6, ce qui rend son économie plus libre la 93^e dans l'indice 2011. Quant a l'investissement, et la liberté du travail. Le Maroc est classé au 10^e rang des 17 pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, et son score global est proche de la moyenne mondiale. La libéralisation économique progressive du Maroc mais notable a bénéficié d'un engagement stable à la réforme économique qui a encouragé un secteur privé dynamique en constante évolution. Animé par des réformes audacieuses axées sur la compétitivité et la diversification de la base productive, et en dépit de l'environnement économique mondial difficile, l'économie accrue à un taux annuel moyen de plus de 5% depuis la mi-2000. Il y'a des défis persistants qui nécessiteront des réformes plus profondes à surmonter. Le marché du travail est ni souple, ni dynamique, et une grande partie des restes de la population active marginalisés. Le pouvoir judiciaire est inefficace et vulnérable à l'ingérence politique et la corruption.

²⁷ Rapport sur L'État des lieux De La Mise en œuvre des actions Du PART Au transport routier Dans les pays MEDA du Maghreb.

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Le score de la liberté économique de l'Algérie est de 52,4, ce qui la place 132^e dans l'indice 2011 sur la liberté économique. Son score global est de 4,5 points de moins que l'an dernier en raison de la détérioration de la liberté d'investissement, les dépenses du gouvernement, la corruption, la liberté du travail. L'Algérie est classée au 14^e rang parmi les 17 pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, et son score reste inférieur aux moyennes régionales et mondiales. Algérie fait toujours face à des défis économiques critiques. Les réformes structurelles visant à diversifier la base économique n'ont connu qu'un succès marginal. Les recettes du gouvernement à partir d'hydrocarbures ont permis de réduire la dette extérieure, mais l'environnement des entreprises inefficaces continue d'entraver le développement du secteur hors hydrocarbures et la création d'emplois. Dans plus de la moitié des 10 indices sur la libertés économiques, l'Algérie est classée au-dessous des moyennes mondiales. Problèmes persistants incluant un secteur financier sous-développé, la corruption et l'ingérence politique dans le système judiciaire. La loi de 49-51% sur les investissements étrangers « le plafond 49% sur les parts de propriété des investisseurs étrangers » introduites en 2009 a causé à l'Algérie le déclin de son score sur l'indice de la liberté d'investissement. La libéralisation du commerce extérieur a ralenti, et l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce a encore été retardée. Voir le tableau (9).

Tableau (9) Classement de l'Algérie et le Maroc dans Doing Business 2011

Doing Business Sommaire des indicateurs		Algérie		Maroc	
		Index	Rang	Index	Rang
Démarrage d'une entreprise	Procédures (nombre)	14	150	6	82
	Temps (jours) 24	24		12	
	Coût (% du revenu par habitant)	12,9		15,8	
	Min. capital (% du revenu par habitant)	34,4		11,2	
Octroi de permis de construction	Procédures (nombre)	22	113	19	98
	Durée (jours)	240		163	
	Coût (% du revenu par habitant)	44,0		251,5	
Propriété Enregistrement	Procédures (nombre)	11	165	8	124
	Durée (jours)	47		47	
	Coût (% de la valeur de la propriété)	7.1		4.9	
Obtention de prêts	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	138	3	89
	Profondeur de l'indice de renseignements sur le crédit (0-6)	2		5	
	Couverture du registre public (% des adultes)	0.2		0.0	
	Couverture par les bureaux privés (% des adultes)	0.0		9.9	
Protection des investisseurs	Étendue de l'indice de divulgation (0-10)	6	74	7	154
	Mesure de l'indice de responsabilité des dirigeants (0-10)	6		2	
	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4		1	
	Force de l'indice de protection des investisseurs (0-10)	5.3		3.3	
Paiement des impôts	Paiements (nombre par année)	34	168	28	124
	Temps (heures par an)	451		358	
	Impôt sur les bénéfices (en%)	6.6		18.1	
	impôt sur le travail et les contributions (%)	29,7		22,2	
	Autres Taxes (%)	35,7		1,4	
	Taux d'imposition total (% du bénéfice)	72,0		41,7	

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Exécution des contrats	Procédures (nombre)	46	127	40	106
	Durée (jours)	630		615	
	Coût (% de la créance)	21,9		25,2	
Fermeture d'une entreprise	Taux de recouvrement (cents par dollar)	41,7	51	38,4	59
	Durée (années)	2,5		1,8	
	Coût (% de la succession)	7		18	

Source: Doing Business 2011 (Banque mondiale)

2.5 Comparaison des questions transfrontalières et des chaînes de transports multimodales

Le rapport Doing Business 2011, édité par l'institution du Groupe de la Banque mondiale, la Société financière internationale (SFI), affirme que l'Algérie est classée le plus bas dans la sous-région du Maghreb, en termes de réformes en faveur de l'entreprise, et elle est maintenant classée à la 136^e place. Le commerce extérieur n'a pas été oublié dans l'évaluation de la SFI. Pour la facilitation du commerce transfrontalier, l'Algérie est tombée de 2 places de la dernière évaluation, et occupe globalement le 124^e rang. Les pays sud-méditerranéens qui ont fait des réformes sur l'environnement des affaires sont la Syrie (3 réformes), l'Egypte (2), la Tunisie (2), Israël, le Liban et le Maroc (1), qui a pris le 80^e rang pour le commerce transfrontalier. Voir le tableau (10).

Tableau (10) : Algérie et Maroc indice du commerce transfrontalier.

Algérie et Maroc Indice du commerce transfrontalier.		Algérie		Maroc	
		Indice	Rang	Indice	Rang
Le commerce transfrontalier	Documents à l'exportation (nombre)	8	124	7	80
	Temps à l'exportation (jours)	17		14	
	Coût à l'export (en US par conteneur)	1248		700	
	Documents à l'import (nombre)	9		10	
	Délai à l'import (jours)	23		17	
	Délai à l'import (jours)	1428		1000	

Source: Doing business 2011 (Banque mondiale).

2.6 Comparaison de marché du travail

Selon la Banque mondiale, le marché du travail marocain est dominé par le secteur public. Les diplômés universitaires laissent passer des opportunités dans le secteur privé et attendent jusqu'à quatre ans pour obtenir une garantie d'emploi à vie dans les institutions et compagnies du gouvernement avec des avantages non négligeables. En effet, un agent reçoit un salaire de

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

1,5 à deux fois plus élevé que celui obtenu par un travailleur du secteur privé. Cela crée un effet d'éviction du secteur privé dans ce sens qu'il encourage les établissements d'enseignement de continuer à «produire» des agents publics, ce qui crée une distorsion majeure dans le sens où les besoins en ressources humaines du secteur privé ne sont pas considérés. Témoin de la pénurie actuelle en termes d'ingénieurs et de techniciens dans l'industrie de délocalisation, qui menace d'éroder la compétitivité et l'attractivité du Maroc, notamment en termes d'investissement direct étranger²⁸.

Le Maroc a une réglementation du marché du travail plutôt restrictive. Ainsi, l'indice de rigidité de l'emploi, une mesure des contraintes sur l'embauche est de 63% au Maroc (Doing Business 2008), l'indice le plus élevé dans la région MENA. Aussi, le Maroc a le troisième coût de licenciement le plus élevé de la région (85 semaines de salaire) (Voir le tableau (11)).

Tableau (11) : Algérie et Maroc procédures d'emploi des travailleurs

Indices	Maroc	Algérie	MENA	OCDE
Embauche des travailleurs (rang) (0-100)	168	118		
Indice de difficulté de recrutement (0-100)	100	44	22,5	25,7
Indice de rigidité des heures (0-100)	40	60	41,1	42,2
Indice de difficulté de mise à feu (0-100)	50	40	31,6	26,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	63	48	31,7	31,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	85	17	53,6	25,8

Source: Doing Business 2009 (BANQUE MONDIALE)

2.7. Comparaison globale entre l'Algérie et le Maroc

En utilisant le poids de chaque facteur clé résultant de l'enquête d'un ensemble de sociétés coréennes qui manifestent un intérêt à investir en Algérie et en multipliant le score de chaque facteur (qui ont été pris dans le rapport sur la compétitivité internationale 2010-2011), nous avons obtenu la comparaison globale entre l'Algérie et le Maroc, comme indiqué dans le tableau (12) ci-dessous.

Ces résultats montrent clairement que le Maroc surclasse l'Algérie avec un score global de 2,1224 contre 2,0684. La supériorité du Maroc réside dans quatre facteurs déterminants de la totalité des six, qui définissent la compétitivité et l'attractivité des pays pour être un HUB pour l'implantation des IDE. Ainsi le Maroc offre un accès de plus en plus facile aux marchés

²⁸ Article du docteur et chercheur Hicham El Moussaoui au journal <Economics columnist> source : UnMondelibre.org.

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

voisins, des infrastructures de transport qualitatives, un climat convivial pour l'entreprise et de meilleures procédures pour le commerce transfrontalier.

Pour l'Algérie, en dépit d'avoir un marché très prometteur et aussi marché du travail favorable (coût et flexibilité), elle reste moins attrayante pour les IDE que le Maroc. En conséquence, l'Algérie doit axer sa politique pour le développement de son attractivité pour les investissements directs étrangers sur l'amélioration du climat des affaires, mise à niveau de ses infrastructures de transport et enfin, de mieux organiser et de réglementer le commerce transfrontalier.

Tableau (12) : Comparaison globale entre l'Algérie et le Maroc

Facteurs	Score des facteurs*		Rang utilisé et indice pondéré	Notation	
	Algérie	Maroc		Algérie	Maroc
Localisation et position géographique	1/323 km**	1/132 km**	0,458	0,0014	0,0034
Economie et Commerce	4,26	4,04	0,211	0,898	0,852
Les infrastructures	3,49	3,78	0,128	0,446	0,482
Cadre juridique et réglementation	3,46	3,94	0,088	0,304	0,346
Commerce transfrontalier	3,57	4,08	0,065	0,232	0,265
Marché du travail	3,74	3,47	0,050	0,187	0,173
Note pondérée global pour Algérie et Maroc				2,0684	2,1224

*Source: Rapport de compétitivité global 2010-1011

**1/ distance la plus courte vers les pays voisins, respectivement pour l'Algérie et Maroc

Section 03 : La localisation des IDE.

3.1- Les stratégies de localisation des firmes multinationales

Durant les années 80 et 90, un certains nombres d'économistes ont enrichi les théories du commerce international qui, auparavant, ne donnait aucune importance spécifique à l'existence des FMN, pour les incorporer à la littérature du commerce et de l'investissement.

L'objectif de ces modèles de commerce international incorporant les FMN est de pouvoir apporter des explications aux choix, pour une entreprise, d'exporter ou d'aller produire dans la zone géographique où elle souhaite vendre son bien. Ainsi, l'entreprise va comparer le coût à exporter et celui à s'implanter dans différentes zones géographiques.

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Les principales stratégies adoptées par les FMN sont distinguées par Michalet²⁹ en quatre stratégies distinctes : la stratégie d'approvisionnement ; la stratégie de marché ; la stratégie de rationalisation et de minimisation des coûts et la stratégie techno-financière. Elles ne sont évidemment pas exclusives l'une de l'autre au sein d'une même firme. Ainsi, une ou deux stratégies différentes peuvent être adoptées simultanément, en fonction des orientations géographiques et aussi en fonction des branches d'activité. Ainsi, nous abordons les quatre stratégies suivantes :

3.1.1-La stratégie d'accès aux ressources naturelles du sol et du sous sol (la stratégie d'approvisionnement)

La stratégie d'accès aux ressources naturelles était la première raison d'attraction des IDE. A cet effet les ressources naturelles sont exploitées à l'étrangers, car pour des raisons climatologiques ou géologiques elles sont peu abondantes, voire inexistantes sur le territoire d'origine des firmes ou bien que le pays disposant de ses ressources naturelles est incapable de les exploiter ou de les commercialiser, comme c'est le cas des exploitations de terrains pétroliers et miniers.

Cette stratégie est considérée comme la base de la constitution et le développement d'empires coloniaux. En effet, les investissements dans l'exploitation des matières premières et dans l'agriculture étaient à l'origine des premières firmes multinationales, pour exemple, nous avons, les Britanniques qui disposaient déjà avant la première guerre mondiale d'entreprises qui répondaient à ce mode d'organisation comme Cadbury dans la cacao, Lever dans les huiles végétales³⁰.

3.1.2- La stratégie de marché ou horizontale

Cette stratégie est dite « stratégie de marché », du fait que lorsqu'une entreprise réalise un IDE horizontale cela signifie qu'elle réalise la même activité (que dans le pays domestique) dans les zones géographiques où elle réalise cet IDE ayant ainsi comme principale but, l'expansion de son marché.

La conquête des nouveaux marchés, par le biais de l'établissement de filiales de production à l'étranger a été la voie choisie dès le départ. En effet, contrairement aux autres investisseurs étrangers dans la période d'entre deux guerres et sur tout dans les années 50 et 60, certaines

²⁹ C.A Michalet. « la séduction des nations ou comment attirer les investissements » Ed. economica . Paris.1999.p.51.

³⁰ M.Delapierre et C.Milleli, « les firmes multinationales », Ed Vuibert ? Paris,1995,p.104.

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

firmes considéraient la production à l'étranger comme une nécessité pour pénétrer les nouveaux marchés.

La principale caractéristique de cette stratégie, est qu'elle concerne les flux d'investissement croisés Nord-Nord. Autrement dit, elle est effectuée dans des pays qui ont un niveau de développement équivalent et elle s'applique aux décisions d'investissement à l'étranger, qui visent à produire pour le marché local d'implantation par le biais de « filiale-relais ».

Chaque filiale dispersée dans le monde est autonome dans sa production et la relation avec la maison mère se limite seulement à la propriété et au transfert de technologie et de capitaux dans le pays d'accueil. Ainsi, un investissement horizontal consiste à produire le même produit dans plusieurs pays. L'objectif étant la conquête de nouvelles parts de marché, par une autre voie, que celle, utilisée traditionnellement, à savoir les exportations³¹.

3.1.3- La stratégie de minimisation des couts ou verticale

Cette stratégie touche en priorité les activités de production et concerne les firmes qui ont déjà atteint un stade avancé de multinationalisation et l'ouverture des différents marchés, s'impose aux firmes et certaine une recherche constante de la maximisation des profits et ceci par la réduction des prix et donc des couts.

Cette stratégie de minimisation des couts est qualifiée de verticale car, en opposition avec la stratégie précédente, les flux d'investissement sont orientés dans le sens Nord-Sud exclusivement. L'inégalité de développement est le fondement de cette stratégie et donne aux flux un caractère unilatéral et non plus croisé. En effet, cette inégalité de développement entre les partenaires, a une conséquence sur les investissements qui seront ainsi, déterminés par la différenciation des dotations factorielles.

De là, le choix de localisation des firmes visera à coïncider leur fonction de production avec les dotations factorielles des pays d'accueil. Ainsi, la stratégie verticale conduit à un processus d'intégration verticale entre les économies du Nord et celles du Sud en permettant une minimisation des couts. Celle-ci repose sur deux bases. D'une part, l'utilisation des facteurs de production, les meilleur prix sur le marché mondial, d'autre part, les économies d'échelles engendrées par la spécialisation des filiales-ateliers dont la production est incorporée dans les produits finis destinés au marché mondial.

3.1.4 La stratégie techno-financière

Il s'agit d'une nouvelle génération de stratégie, qui n'est plus fondée sur la délocalisation d'activités productives, qu'elles soient des « filiales-relais » ou des « filiales-ateliers ».

³¹ C.A Michalet « la séduction des nations ou comment attirer les investisseurs », op cit. p.50

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

« Cette stratégie repose sur le vente de technologie : brevets, licences, usines clés en main, savoir-faire, ingénierie et assistance technique. Cette forme de multinationalisation correspond à une internationalisation fondée sur des actifs intangibles de la firme et les compétences de son capital humain plutôt que sur ses actifs financiers »³².

Ce nouveau fonctionnement des firmes défini « l'accès au profit non pas sur la détention directe de capital, mais sur le contrôle de la technologie et des sources de financement, et répond à une double préoccupation : celle des firmes de minimiser le risque de nationalisation et de perte de leurs actifs réels : et celle des Etats de développement un tissu industriel local et de réduire la présence étrangère directe dans l'appareil productif national »³³

3.2- Les zones de localisation des IDE au Maghreb

3.2.1 -La localisation des entreprises étrangères en Algérie

Une grande partie des investissements hors hydrocarbures reçus par l'Algérie sont implantés au niveau de la capitale. Alger a reçu plus de 55% des investissements hors hydrocarbures. Les wilayas qui viennent après sont Oran, Constantine, Skikda, Annaba et Boumerdès avec respectivement 6% pour les deux premiers et 4% pour les trois derniers.

Exception faite d'Alger (capitale de l'Algérie) et des zones du sud (site naturel des hydrocarbures) et vu le caractère sporadique des flux des investissements étrangers, nous ne pouvons parler de zone de répartition d'IDE en Algérie. La capitale, le plus grand centre urbain en Algérie, vient après le sud du pays en termes d'investissement étrangers reçus. L'attractivité de la capitale est due principalement à la disponibilité des commodités relatives à l'accueil des investissements et à la facilité d'installation dans cette région. Les trois autres grands pôles urbains de l'Algérie (Oran, Constantine et Annaba) sont également des destinations privilégiées par l'investissement étranger par rapport aux autres wilayas du pays. L'agence nationale de développement de l'investissement a adaptées une politique fiscale qui encourage l'implantation des investissements dans les régions considérées comme défavorisées, afin de réaliser une disparité spatiale des projets et même de la population, par la création d'emplois. La répartition des déclarations d'investissements dans les différentes régions du pays sont représentées dans les tableaux ci-dessous :

³² C.A.Michalet, « la séduction des nations ou comment attirer les investisseurs », op cit,p.60.

³³ C.A. Michalet, « la séduction des nations ou comment attirer les investisseurs », op cit, p.62.

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Tableau 13: Répartition des projets d'investissements déclarés par région « 2007 »

Régions	Nombre de projet	%	Montant DA	%	Nombre d'emplois	%
Nord centre	11 108	48.22	1 319 175	53.51	238 061	49
Nord ouest	4 067	17.65	465 909	19	96 647	20
Nord est	2 849	12.36	246 926	10	50 781	10.38
Haut plateaux ouest	598	2.6	40 967	1.66	11 401	2.33
Hauts plateaux centre	425	1.84	76 349	3	8 836	1.80
Hauts plateaux est	1 223	5.30	139 803	5.67	37 118	7.59
Sud ouest	399	1.73	35 580	1.44	6 212	1.27
Sud est	2 305	10	133 473	5.41	38 539	7.88
Grand sud	60	0.26	6 818	0.27	1 389	0.28
Total	23 034	100	2 465 002	100	488 991	

Source : Données statistiques de l'ANDI, 2007.

Après lecture de ces tableaux, on constate que les disparités existent entre les régions du nord, des hauts plateaux et du sud. De plus, les déclarations d'investissements se présentent avec des proportions différentes entre les régions du centre, de l'ouest et de l'est du nord du pays. En effet, la région du centre a elle seule 61% du nombre total des projets d'investissements dans le nord, soit 48 % sur le territoire national, avec un montant d'investissement dépassant 1 319 175 000 DA, soit 53% des montants investis dans la frange nord et projetant la création de 238 061 emplois dans cette régions.

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

En ce qui concerne la région de l'Ouest, elle arrive en deuxième position comme choix de l'investisseur du lieu d'implantation de son projet. Dans cette zone, il est prévu l'implantation de 4 067 projets, soit 22% de la frange du nord et 17% de ceux de tous le pays. Les montant d'investissement et le nombre d'emplois projetés représentent respectivement 23%et 25% de la frange du Nord.

La région de l'Est quant à elle ne totalise que 2 849 projets, ne représentant que 16% du nombre des projets dans le Nord, soit 12% de ceux déclarés dans à l'échelon national. Il est prévu la création de 50 781 postes d'emplois, le tout pour un montant d'environ 41 millions de dinars algérien.

Par ailleurs la région du sud est répartie entre trois (03) régions aussi, à savoir le Sud Est, Sud Ouest et le Grand Sud et les déclarations d'investissements sont répartis comme suit :

-Le Sud Est a enregistré 2 305 projets d'investissements, soit 83 % du nombre global des intentions dans le Sud, ce qui équivaut à 10% de celles recensées dans le pays ; qui prévoit la réalisation de 38539 postes d'emplois pour un montants de 132 MDS de DA.

-Le sud Ouest quant a lui a enregistré 399 projets soit 2% des déclarations nationale, pour un montant qui avoisine 36MDS de DA afin de créer 6212 postes.

-Le Grand Sud est la dernière destination pour les investisseur car il enregistre les taux les plus faibles, soit 0.26 % du nombre total des déclarations d'investissement à l'échelle national. Il permet la création de 1 389 poste d'emplois, le tous pour un montant de 6 MDS de DA.

En outre la région des Hauts Plateaux, quant à elle, est subdivisée en trois implantations d'investissement ; à savoir les hauts plateaux de l'Est qui enregistre un nombre de 1223 projets , de l' Ouest pour un nombre de 598 projets et de 425 projets pour le Centre , soit respectivement les taux : 5% , 3%,et 2% des déclarations nationales. Elles ont permis la création de 37 118, 11 401 et 8 836 respectivement à l'Est, l'ouest et le centre pour des montant de 140 , 40, et 76 MDS de DA .

En conclusion, on constate qu'en dépit des avantages fiscaux accordés en faveur des zones désirées, l'investisseur reste sensible à la structure socio-économique de la région notamment au niveau de développement de ses structures urbaines, des possibilités de communication de transport, d'approvisionnement et même de l'importance du marché pour l'écoulement de sa production dans cette région.

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie.

Conclusion

L'attractivité des IDE reste encore insuffisante, compte tenu des opportunités offertes par le marché algérien. Malgré les efforts de l'Algérie en termes de rationalisation et de modernisation de son économie, l'ensemble du cadre de fonctionnement de l'économie algérienne doit évoluer de façon cohérente pour générer les effets escomptés en termes de croissance. C'est une action continue et de longue durée nécessitant l'implication de tous et de toutes les administrations, organismes et institutions publiques car la concurrence est rude au niveau mondial pour attirer les IDE.

La facilitation de l'investissement est une culture qui doit se développer à partir du comportement quotidien des agents relevant de l'Administration en général, et des administrations et organismes à finalité économique en particulier³⁴.

Chaque pays a mis en place des dispositifs adaptés à ses besoins et à ses objectifs stratégiques, et le notre (Algérie) a également décidé d'aménager le dispositif en y intégrant l'obligation pour les IDE de s'associer à des opérateurs nationaux (Règle des 51/49) pour permettre une meilleure implantation des investissements étrangers au service de l'économie nationale et assurer un meilleur accompagnement des IDE.

Toutefois, attirer les investisseurs étrangers est un travail colossal car il s'agit de créer, à travers une masse critique de réformes doublée d'un marketing efficace, un environnement ou un « climat » propice à l'éclosion des affaires. C'est l'équation incontournable que l'Algérie doit résoudre pour obtenir une croissance forte impulsée par le secteur privé, créateur de richesses, à côté d'un Etat recentré sur sa fonction de régulateur et de facilitateur des activités économiques.

³⁴ Benchmarking « MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DE LA PME ET DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT »
Direction Générale de l'Intelligence Economique, des Etudes et de la Prospective.

Chapitre III

**Evaluation et analyse des IDE via la
balance des paiements**

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

Introduction

L'ouverture d'un pays sur le monde extérieur impliquera des échanges de marchandises, de services et d'actifs qu'il convient de financer. L'ensemble des transactions d'un pays avec le reste du monde, échanges des biens et services et flux financiers, est enregistré dans un document comptable.

La notion de balance des paiements est très ancienne. Elle remonte aux économies Mercantilistes, au départ simple relevé des exportations et des importations de marchandises d'un pays. Par la suite, la BP est devenue un document plus complet et plus complexe retraçant l'ensemble des échanges de biens, des services et de capitaux entre les agents économiques résidents d'un pays et ceux non résidents.

A nos jours, la balance des paiements est devenue un instrument indispensable à l'analyse de la situation relative de tout pays. Elle procure une multitude de renseignements. Elle est aussi un indicateur précieux pour la mise en œuvre de la politique économique. La BP fait apparaître les soldes caractéristiques des relations du pays avec l'extérieur et constitue un instrument utile pour juger l'ampleur des déséquilibres mondiaux.

Elle est en déficit, en excédent ou en équilibre. Ce qui veut dire en réalité que la balance des opérations courantes (la balance commerciale) est excédentaire (les exportations sont supérieures aux importations) ou déficitaire (les importations sont plus importantes que les exportations).

Le présent chapitre est structuré comme suite : la première section présente en général la BP (décomposition et équilibre). La deuxième section expose les principaux soldes en étalant les répercussions et conséquences de ses soldes sur la situation générale de la BP. A la troisième section. Par rapport aux efforts et mesures prises par le gouvernement pour élargir l'ouverture du marché Algérien, nous démontrant les perspectives et recommandations pour le choix des politiques économiques futurs adéquates pour stabiliser la situation économique du pays.

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

Section 01 : Notions de la balance des paiements (cas Algérie)

1.1 Définition :

Document statistique dressé à intervalles de temps réguliers (en général tous les ans) qui a pour objet de retracer sous forme comptable l'ensemble des flux réels, financiers et monétaires entre résidents et non résidents, et qui a pour but d'enregistrer en détails les transactions (exports/imports) et opérations qui servent à les financer.

Dans le tableau suivant, qui représente la balance des paiements, on trouve donc les principaux comptes : le compte des transactions courantes ; le compte de capital ; le compte d'opérations financières ; le compte des réserves et postes apparentés.

Tableau (14) principaux soldes de la balance des paiements :

Compte de transactions courantes	Compte du capital	Compte financier	Erreurs et omissions nettes
Balance commerciale : exportations de biens – importations de biens	Balance des transferts en capitaux : pertes ou gains en capital dues à des opérations d'annulation de dettes internationales	Balance des investissements directs : sommes investies à l'étrangers pour l'investissements dans des entreprises étrangères (au moins 10% du capital d'une entreprise existante)	Comme sont nom l'indique pour équilibrer la balance des paiements
Balance des invisibles : exportations de services- importations de services	Balance des actifs non financiers : achats ou ventes de brevets ,licences à des non résidents	Balance des investissements de portefeuille : achats ou ventes de valeurs mobilières par des non résidents	
		Autres investissements : crédits, prêts consentis à des non résidents	
Balance des revenus : transferts de salaires, de dividendes, d'intérêts		Balance des produits financiers dérivés : achats ou vente de produits financiers dérivés par des non résidents	
Balance des transferts courants : transferts d'épargnes et de bons		Avoirs de réserve : entrées et sorties de devises	

Source : Richard Earl Caves, Jeffrey A. Rankel « Commerce et paiements internationaux P.330»

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

1.2 - Evolution de la balance des paiements :

BALANCE DES PAIEMENTS

	2009	2010	2011	2012	2013 ^a
	(En milliards de dollars E.U. ; sauf indication contraire)				
Solde extérieur courant	0,402	12,149	17,766	12,418	0,831
Balance commerciale	7,784	18,205	25,981	20,187	9,384
Exportations (f.o.b.)	45,186	57,090	72,888	71,736	64,377
Hydrocarbures	44,415	56,121	71,661	70,589	63,327
Autres (hors hydrocarbures)	0,771	0,969	1,227	1,153	1,050
Importations (f.o.b.)	-37,402	-38,885	-46,927	-51,569	-54,993
Services, hors revenus des facteurs, nets	-8,698	-8,340	-8,805	-7,006	-8,826
Crédits	2,986	3,567	3,745	3,822	3,914
Débits	-11,682	-11,907	-12,550	-10,828	-10,739
Revenus des facteurs nets	-1,318	-0,388	-2,039	-3,806	-4,514
Crédits	4,746	4,598	4,453	3,733	3,548
Débits	-6,064	-4,984	-6,492	-7,639	-8,062
Paiements des intérêts	-0,173	-0,110	-0,241	-0,134	-0,067
Autres	-5,891	-4,854	-6,251	-7,505	-7,995
dont part des associés (hydrocarb.)	-3,920	-3,930	-4,970	-6,342	-5,811
Transferts nets	2,632	2,650	2,649	3,163	2,786
Solde du compte de capital	3,457	3,177	2,375	-0,361	-0,697
Compte de capital				-0,009	
Investissements directs nets	2,546	3,478	2,045	1,541	1,961
Capitaux officiels nets	1,515	0,136	-1,081	-0,587	-0,384
Tirages	2,198	0,575	0,067	0,288	0,062
Amortissements	-0,683	-0,439	-1,148	-0,853	-0,446
Erreurs et omissions (en net)	-0,604	-0,437	1,411	-1,306	-2,274
Solde global	3,859	15,326	20,141	12,057	0,134
Financement	-3,859	-15,326	-20,141	-12,057	-0,134
Augmentation des réserves brutes (-)	-2,278	-14,996	-20,035	-12,216	-0,239
Rachats au FMI					
Autres créances, produits de placement et	0,089	-0,078	0,102	0,195	0,167
Allocations de DTS	-1,670				
Position de réserves au FMI	0,000	-0,252	-0,208	-0,036	-0,062
Pour mémoire :					
Réserves brutes (or non compris)	148,910	182,221	182,224	180,681	184,012
En mois d'importations des biens et services non facteurs	36,405	38,326	36,765	36,667	35,419
Valeur unitaire des exportations du pétrole brut (dollars E.U./baril)	82,250	80,150	112,943	111,045	109,550

^a Situation provisoire

Source : Banque d'Algérie ; Direction Générale des Douanes

Sous l'effet d'un fort recul des quantités d'hydrocarbures exportées (- 7,37 %), les exportations d'hydrocarbures en valeur se sont contractées de 10,27 % au cours de la période

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

sous revue par rapport à l'année 2012. Elles se sont établies à 63,33 milliards de dollars en 2013 (70,58 milliards de dollars en 2012), avec un montant semestriel à la baisse de 32,27 à 31,06 milliards de dollars. Le profil trimestriel des exportations d'hydrocarbures a été impacté davantage par l'évolution des quantités d'hydrocarbures exportées que par celle de leurs prix. En effet, les exportations d'hydrocarbures se sont contractées, en valeur, de 17,2 % au second trimestre 2013 (14,61 milliards de dollars contre 17,66 milliards au premier).

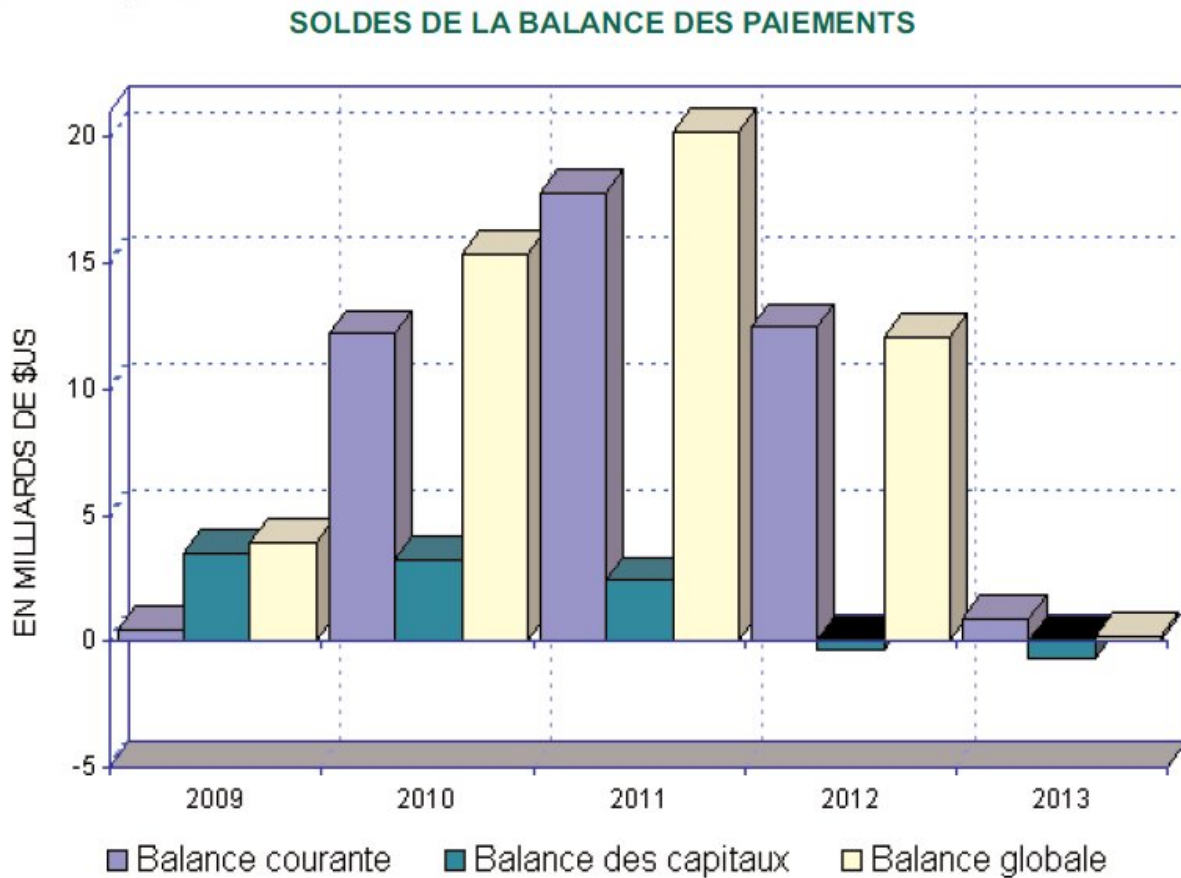
Quant aux exportations hors hydrocarbures, elles se sont stabilisées à 1,1 milliard de dollars en 2013 comparativement à leur niveau de 2012 et 2011, confirmant leur faiblesse structurelle en situation de trend haussier des importations de biens en rythme annuel.

Les importations de biens fob ont progressé de 6,6 % au cours de la période sous revue par rapport à l'année 2012, atteignant 54,99 milliards de dollars contre 51,57 milliards de dollars. Ce niveau d'importations atteint en 2013 est non soutenable, un égard au profil des exportations tant en volume qu'en valeur. Un tel niveau d'importations, après ceux déjà élevés réalisés en 2011 et 2012.

Il est utile de noter que deux tendances opposées ont caractérisé l'évolution des importations de biens au cours de l'année 2013. En effet, celles-ci ont progressé de 3,42 milliards de dollars entre 2012 et 2013. En conséquence, la forte progression des importations de biens destinées à l'exploitation de l'outil de production et à l'investissement (demi produits et biens d'équipement industriels et agricoles) explique à hauteur de 90,2 % la hausse des importations totales en 2013.

L'excédent commercial s'est amélioré au quatrième trimestre 2013 (3,41 milliards de dollars), pour atteindre 9,39 milliards de dollars au titre de toute l'année sous revue contre 20,17 milliards de dollars en 2012 (25,96 milliards de dollars en 2011). Cela reflète la vulnérabilité de la balance commerciale au profil des exportations d'hydrocarbures, qui connaissent une contraction en volume. Quant aux importations de services hors revenus des facteurs, qui se sont stabilisées autour d'un montant semestriel de 5 milliards de dollars durant l'année 2013, elles ont légèrement reculé comparativement à l'année 2012.

Figure (04) : Soldes de la balance des paiements.



Source : la Banque d'Algérie, rapport 2013

En égard à la stabilisation des prix du pétrole et à la diminution des importations en 2013, l'excédent du compte courant extérieur interpelle sous l'angle de la capacité d'exportations d'hydrocarbures en volume. De plus, les efforts de promotion des exportations hors hydrocarbures ne semblent pas produire pleinement les effets escomptés, malgré les mesures prises en 2011 par le Conseil de la monnaie et du crédit et la Banque d'Algérie, et que les réalisations en termes de substitution aux importations sont bien en deçà des attentes.

Malgré une relative amélioration du poste investissements directs étrangers (nets) à 1,96 milliard de dollars en situation de déficit du poste « capitaux officiels nets », le compte de capital et opérations financières a enregistré un déficit estimé à 0,70 milliard de dollars au titre de l'année 2013. En conséquence, la balance des paiements extérieurs globale a clôturé avec un excédent de seulement 0,13 milliard de dollars, soit un quasi équilibre après les importants excédents des années 2012 (12,06 milliards de dollars) et 2011 (20,14 milliards de dollars). Il s'agit là de la plus faible performance depuis 2000.

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

En tout, l'encours des réserves de change (or non compris) est évalué à 194,012 milliards de dollars à fin décembre 2013 contre 190,661 milliards de dollars à fin décembre 2012, en situation de faible flux de réserves conjugué à l'effet de valorisation. Leur niveau avait fléchi à 189,750 milliards de dollars à fin juin 2013. On remarque aussi la position financière extérieure nette de l'Algérie reste solide, appuyée par un niveau historiquement bas de la dette extérieure (3,396 milliards de dollars à fin décembre 2013 contre 3,694 milliards de dollars à fin décembre 2012). Le niveau des réserves ainsi accumulées dépasse les seuils d'adéquation habituels pour les pays émergents, ce qui permet à l'Algérie de faire face à d'éventuels chocs externes et de préserver la stabilité extérieure.

La Banque d'Algérie a poursuivi en 2013 la gestion prudente des réserves officielles de change en mettant de plus en plus en avant le suivi rigoureux et la gestion des risques, au moyen notamment de mesures de prudence appropriées pour préserver le capital des investissements de toute perte, tout en atteignant un niveau de rendement acceptable compte tenu de la persistance de l'environnement de faibles taux d'intérêt mondiaux. En outre, la gestion prudente des réserves officielles de change par la Banque d'Algérie contribue à la stabilité financière extérieure sur le moyen terme, en contexte de conduite flexible de la politique de taux de change effectif du dinar, à proximité de son niveau d'équilibre fondamental.

1.3 Décomposition de la balance des paiements

La balance courante () équivaut à peu près à la balance commerciale, c'est-à-dire au solde des échanges internationaux, exportations (X) moins importations (M),

= - , les exportations et les importations étant toutes deux mesurées dans la monnaie nationale et évaluées au prix hors taxe (le prix de la valeur ajoutée).

Le PIB () peut se définir de la manière suivante (la consommation, l'investissement et la variation des stocks sont respectivement notés(, et) :

$$= + + + (, -)$$

Si l'on raisonne en termes d'économie réelle et non en termes d'économie officielle, c'est-à-dire si l'on inclut l'économie invisible, alors la variation des stocks représente l'enrichissement apparent de la nation, puisqu'elle inclut toutes les accumulations de biens immobiliers et mobiliers par les résidents.

L'épargne est la part de la production non consommée. On a donc :

$$= -$$

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

Ce qui équivaut à :

$$= +$$

Prenons maintenant les deux décompositions de :

$$+ = + + \quad + -$$

On arrive à :

$$- (+) = - =$$

C'est-à-dire que, par construction comptable, la balance courante est égale à la différence entre l'épargne et la somme (investissement + variation des stocks).

On peut décomposer l'épargne en trois composantes: l'épargne affectée à un investissement géré personnellement par les épargnants, notée S_{pers} , l'épargne confiée à des investisseurs résidant à l'intérieur du pays, notée S_{int} , et l'épargne confiée à des investisseurs résidant à l'extérieur du pays, notée S_{ext} . De même, on peut décomposer l'investissement en trois composantes: l'investissement provenant de l'épargne personnelle des investisseurs, noté I_{pers} , l'investissement provenant d'épargnants résidant à l'intérieur du pays, noté I_{int} , et l'investissement provenant d'épargnants résidant à l'extérieur du pays, noté I_{ext} .

En fait, l'investissement I_{ext} correspond aux prêts consentis par les étrangers aux résidents: il s'agit donc d'exportations de créances.

De même, l'épargne S_{ext} correspond aux prêts consentis par les résidents aux étrangers: il s'agit donc d'importations de créances.

On a $S_{pers} = I_{pers} + VarSt$, c'est-à-dire que l'épargne gérée personnellement par les épargnants est soit investie soit accumulée.

On a de même $S_{int} = I_{int}$, c'est-à-dire que l'ensemble des prêts entre résidents correspond à l'ensemble des emprunts entre résidents.

On a donc

$$S - (I + VarSt) = (S_{pers} - (I_{pers} + VarSt)) + (S_{int} - I_{int}) + (S_{ext} - I_{ext}) = S_{ext} - I_{ext}$$

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

L'égalité $S - (I + VarSt) = S_{ext} - I_{ext} = X - M$ indique simplement que les importations nettes de créances sont égales aux exportations nettes de biens et services. Cela traduit simplement le fait que les biens et services s'échangent contre des créances.

Une balance courante positive indique que le pays est investisseur net à l'étranger, tandis qu'une balance négative indique que l'étranger est investisseur net dans le pays.

On pourra remarquer que chacun des deux membres de l'égalité $S_{ext} - I_{ext} = X - M$ peut être la cause de l'autre. Ainsi, lorsque la balance courante est positive, cela signifie que l'on est dans l'une des deux situations (très différentes) suivantes :

- Soit les exportations nettes ont permis de dégager des ressources que l'on a épargnées.
- Soit l'épargne nationale nette (prêtée aux étrangers) a fourni aux étrangers des ressources leur permettant d'acheter nos biens et services et a donc suscité chez nous des exportations nettes.

La balance courante permet de dresser un bilan, mais n'indique absolument rien quant aux causes des phénomènes observés.

On pourra même remarquer que si la deuxième situation est plus fréquente que la première, c'est-à-dire lorsque l'épargne commande aux exportations de biens et services, alors, contrairement à une idée reçue, les cours relatifs des monnaies n'ont pas la moindre incidence sur les volumes des échanges internationaux de biens et services. Par ailleurs, si l'on distingue l'épargne privée (notée S_{priv}) de l'épargne publique (c'est le solde public S_{pub} , généralement négatif) :

$$BC = S_{priv} - I + S_{pub} \quad / \quad BC = (S - I) + (T - G)$$



CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

Vert=pays avec un compte courant positif ;

Rouge = compte courant négatif, Cumulé de 1980 à 2008

Section 02 : Analyse statistique des soldes de la BP

2.1- Quelques soldes et ratios des paiements extérieurs¹

2.1.1 -Solde par nature

- Solde des marchandises (commerciale) = exportations – importations
- Solde des services = services vendus – services achetés
- Solde des revenus = revenus reçus – revenus payés
- Solde des transferts = transferts accordés – transferts reçus
- Solde des avoirs et engagements à vue = avoirs extérieurs à vue – engagements extérieurs à vue

2.1.2 -Solde globaux

- Solde de la balance = exportations des marchandises - importations des marchandises
Au sens strict, le déséquilibre des paiements extérieurs se réfère au solde commercial.
- Solde de la balance courante = solde de la balance commerciale + solde des services + solde des revenus + solde des transferts
- Solde des comptes de capital = solde des investissements directs + solde des capitaux officiels + solde des crédits à CT et erreurs et omissions
- Solde globale = solde extérieur courant + solde du compte de capital

2.1.3 - Ratio d'ouverture : il exprime le degré d'ouverture d'une économie vis-à-vis du reste du monde.

- Ratio d'ouverture = $\frac{\text{exportations} + \text{importations}}{\text{PIB}}$

¹ Pr YAICI « cours Analyse monétaire et financière approfondis ».

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

2.2- Analyse de la balance commerciale algérienne hors hydrocarbure entre 2005 et 2014

Tableau (15) Balance commerciale période 2005-2014.

(millions USD)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
Export hors hydrocarbures	1099	1158	1332	1937	1066	1526	2062	2062	2165	2810
Exportations hydrocarbures	43937	53456	58831	77361	44128	55527	71427	69804	63752	60146
Total des Exportations	45036	54613	60163	79298	45194	57053	73489	71866	64974	62956
Importations	20048	21456	27631	39479	39294	40473	47247	47490	55028	58330
Balance commerciale	24989	33157	32532	39819	5900	1658	26242	24376	9946	4626

Source : CNIS (Centre National sur l'Information Statistiques de Douanes)

*Résultats provisoires

La balance commerciale :

B. commerciale : (X - M), d'où le :

X : représente les exportations (dont hydrocarbures et hors hydrocarbures).

M : représente les importations.

- **La balance commerciale hors hydrocarbures (2014):**

$$= - \quad = 2810 - 58330 \quad = -55520$$

- **La balance commerciale avec l'hydrocarbure (2014):**

$$= - \quad = 60146 - 58330 \quad = 1816$$

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

En analysant les soldes de la balance commerciale hors hydrocarbures dont le résultat est de (-55520). Ainsi que la balance commerciale avec les hydrocarbures dont le résultat est de (1816). On remarque qu'il y a un écart de $(-55520 - 1816 = -57336)$.

Figure (5) Evolution du commerce extérieur période 2005-2014



Source : CNIS (Centre National sur l'Information Statistiques de Douanes)

Pour qu'une balance commerciale soit excédentaire les exportations doivent couvrir les importations et c'est ce qui est le cas pour l'Algérie, mais lorsqu'on analyse notre balance commerciale en décortiquant nos exportations par groupes d'utilisations, on ne peut que remarquer que cette dernière est déficitaire. Effectivement si on prend notre balance commerciale hors hydrocarbures les importations ne couvrent que 3 à 4 % du total des importations qui ne cesse de progresser. Ce qui explique la dépendance et la vulnérabilité de l'Algérie au choc extérieur tel que la baisse des prix du pétrole.

Durant l'Année 2014, l'Algérie a réalisé un excédent commercial de 4,63 mds USD.

En effet, les exportations ont atteint 62.95 mds USD, accusant ainsi une légère baisse de 4,47%, quant aux importations, elles se sont établies à 58.33 mds USD, en hausse de 6% par rapport à l'année 2013.

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

Cette tendance s'explique simultanément par une hausse des importations et une baisse des exportations enregistrées durant la période suscitée.

Par ailleurs, en termes de couverture des importations par les exportations, les résultats en question, dégagent un taux de 108% en 2014 contre 118% enregistré durant l'année 2013.

2.3 Le solde du compte de capital

Si le haut de la balance des paiements relatifs aux opérations courantes apparaît globalement positif, le bas de la balance relatif aux mouvements de capitaux apparaît quant à lui, beaucoup plus problématique du fait des indices des investissements directs par le manque d'attractivité pour attirer les capitaux étrangers.

	2009	2010	2011	2012	2013*
Solde du compte de capital	3.457	3.177	2.375	-0.361	-0.697
Compte de capital				-0.008	
Investissements directs nets	2.546	3.478	2.045	1.451	1.961
Capitaux officiels nets	1.515	0.136	-1.081	-0.587	-0.384
Tirages	2.199	0.575	0.087	0.288	0.062
Amortissements	-0.683	-0.439	-1.148	-0.853	-0.446
Erreurs et omissions	-0.604	-0.437	1.411	-1.306	-2.274

Source : Banque d'Algérie.

*Provisoire.

On a le solde du compte de capital qui est déficitaire, tandis que celui de la balance commerciale est excédentaire ($-$) > 0 . Afin d'équilibrer la balance des paiements (BP=0), il est nécessaire d'avoir un déficit dans le compte du capital, qui se traduit par la sortie des capitaux vers l'extérieur du pays.

Cette situation de la balance des paiements, met le pays (Algérie) dans une position d'émetteur de capitaux et non pas de récepteur.

Section 03 : perspective et recommandation futur pour l'Algérie.

3.1 -Recommandations futurs

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

3.1.1- Améliorer la capacité et la diversité de l'industrie à renforcer sa participation dans les chaînes et réseaux des échanges commerciaux mondiales

Diversification de l'économie algérienne en mettant en œuvre une stratégie de développement industriel, tel que le développement de l'industrie de sous-traitance en Algérie, qui peut être un vecteur dans l'exportation et de réduction des coûts de production, ce qui bien sûr, nécessiterait une main-d'œuvre qualifiée et de surveillance liées aux normes et le suivi de la qualité exigée par les investisseurs étrangers.

Mettre davantage l'accent sur la promotion des secteurs de croissance industriels, tels que les usines d'assemblage, dépôts et installations d'entreposage spécialisés dans nouvelles technologies, les opérations logistiques régionales. Ces zones de croissance doivent être promues et développées à proximité des centres logistiques stratégiques et des corridors et réseaux de transport nationaux ont été identifiés et développés.

Encourager les fournisseurs Logistiques Algériens, y compris les transporteurs, 3PL, 4PLs, transitaires et agents maritimes, qui ont les capacités et les ressources, pour explorer les possibilités d'expansion et d'alliance, ainsi que les investissements extérieurs (vers les pays voisins). Des incitations financières et une aide devraient être envisagées pour ces entreprises. Si la diversification de l'économie par l'industrie constitue déjà un chemin trop étroit, il faudra alors que des efforts substantiels supplémentaires de l'État pour que l'économie algérienne deviennent progressivement une économie de services et que par ailleurs, l'immense potentiel que recèle la nature de notre pays, sera utilisé pour promouvoir une politique du tourisme qui crée des emplois et source de devises.

3.1.2- Élaborer et mettre à niveau des infrastructures de transport et de communication et l'intensification de l'application des nouvelles TIC

Développer un port en eau profonde, capable d'être érigé comme l'un hub maritime majeur dans la Méditerranée et à atténuer la supériorité du port de Tanger Med (Maroc). Ce sera un port de référence pour le trafic international car il sera au carrefour entre l'Europe, l'Afrique, l'Asie et les Amériques.

Pour accélérer le dédouanement des marchandises dans les ports et les aéroports, le gouvernement envisagera une application plus immédiate des opérations de douane sans papier à l'échelle nationale. Cet objectif sera atteint grâce à un système plus interactive de e-logistique axé sur le web pour améliorer la facilitation des échanges en reliant tous les fournisseurs de services de logistique avec le Département des douanes, les ports, les terminaux, les banques, les exportateurs et les importateurs. Le rôle des organismes

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

gouvernementaux impliqués dans le processus de dédouanement des marchandises (comme les douanes) sera encore améliorée grâce à l'application de nouvelles technologies. Cela permettra d'accélérer l'évolution d'un «guichet unique», ce qui favorisera une interface efficace pour les activités réglementaires et commerciales dans le secteur de la logistique.

Intensifier l'utilisation des TIC et promouvoir un niveau élevé de professionnalisme pour la main-d'œuvre, ainsi que l'amélioration de la qualité de service. Une plus grande utilisation des TIC sera atteinte grâce à des améliorations dans les systèmes actuels de l'EDI et des services de transfert électronique de fonds, et l'introduction de nouvelles technologies, telles que la technologie de reconnaissance de la voix, dispositifs d'identification Par fréquence radio RFID, Wifi et les systèmes de positionnement global GPS.

3.1.3- Le cadre juridique et réglementaire et facteurs institutionnels

Remplacement du protectionnisme accru (causée par l'argument de l'industrie naissante) par des règlements plus rationalisés, qui sont capables de faire correspondre aux besoins de flexibilité pour les investisseurs étrangers et la nécessité de maximiser la croissance de l'industrie nationale, ensemble avec toutes les questions de la transition économique.

En outre, cela peut aussi être renforcé par la diversification avantages incitatifs, comme les dons en espèces, les incitations fiscales, les investissements d'infrastructure et des contrats favorables à l'énergie.

3.1.4 Améliorer le commerce transfrontalier et les chaînes de transport multimodal

Encourager les opérateurs locaux portuaires et aéroportuaires, ainsi que ceux qui sont impliqués dans la fourniture de services connexes, à étendre leurs activités à l'échelle mondiale. Ils seront encouragés à former des partenariats stratégiques, y compris à travers la participation de capitaux et des collaborations techniques avec leurs partenaires de l'industrie à travers le monde. Ces initiatives transfrontalières (en particulier avec les pays africains) seront prises en charge par des programmes d'assistance technique et des infrastructures de proximité.

Rationalisation et l'harmonisation des réglementations et des procédures pour faciliter le commerce avec les pays voisins (par l'application rigoureuse de COTIF, CFTM & TIR). Un cadre réglementaire favorable doit être adopté pour faciliter les activités des transporteurs, les expéditeurs et les destinataires des marchandises pour faciliter le flux des échanges transfrontaliers.

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

Améliorer les modes de transport multimodal, par rail et les voies navigables intérieures (cabotage), pour soulager les coûts onéreux génèrent du trafic de transport sur les routes. A cet égard, il comprend:

Le développement du transport maritime intérieur (cabotage) qui constituera un pont entre les grands et les petits ports nationaux, et même avec ceux des pays voisins, afin d'améliorer la qualité des services portuaires, à la fois en termes de route et le rail, pour attirer ou fixer les acteurs de la l'industrie logistique liée aux activités portuaires.

Le développement d'installations de terminaux intégrés à divers endroits dans le pays; et l'amélioration des liens intermodaux avec la route et la mer, à travers le développement des aires d'entreposage intégrées de marchandises et du matériels roulant, reliant le réseau de transport dans son ensemble aux principaux ports de connexions internationales directes.

Développer et améliorer la route transsaharienne, avec des installations pour les transferts intermodaux efficaces et efficients de marchandises. Le mouvement des marchandises le long de ces couloirs sera également stratégique lié au développement de parcs de distribution, qui offriront le stockage, la distribution, la consolidation de fret et d'autres services spécialisés pour les produits de la chaîne d'approvisionnement internationale. Ces parcs de distribution seront équipés d'infrastructures et d'équipements dédiés à attirer à la fois les fournisseurs de services logistiques nationaux et internationaux.

3.1.5- Assurer un approvisionnement suffisant de main-d'œuvre compétente

Améliorer et développer la réglementation qui rend le marché du travail plus flexible capable s'adapter à des investisseurs étrangers (IDE) avec une main-d'œuvre adéquate, compétente expérimentée et disponible pour répondre aux exigences de la croissance. Les capacités de la main-d'œuvre seront renforcés, à travers, entre autres, l'apprentissage et les recyclages du personnel, pour répondre aux besoins à court terme et à long terme de l'industrie dans des domaines spécifiques de compétences techniques, commerciales et opérationnelles. Des liens avec les institutions internationales seront établis pour fournir des opportunités pour le renforcement des compétences et des capacités de la main-d'œuvre pour atteindre les normes internationales.

Des efforts seront déployés pour améliorer les services de gestion et de soutien de la chaîne d'approvisionnement à valeur ajoutée, qui répondent aux besoins d'un hinterland régional plus large (y compris les marchés environnants). Cela inclura les connaissances et les compétences liées à la gestion et au contrôler l'information, ainsi que les processus de suivi et de gestion des flux à travers les chaînes d'approvisionnement régionales.

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

Entreprendre des recherches sur la logistique, y compris les tendances de développement sur les TIC, les questions de transport pour des produits spécifiques, les problèmes logistiques rencontrés par les petites et moyennes entreprises (PME) et les indicateurs de rendement pour les opérateurs logistiques. Élaboration et le suivi des programmes de développement des ressources humaines pour l'industrie, y compris la formation et le perfectionnement des professionnels et des incitations sur le financement pour ces programmes.

3.2 - Les perspectives de la politique économique en Algérie

Il existe, bien évidemment, une alternative à ce scénario probable de la peur. Cette alternative implique un changement radical de politique économique. Il faut d'urgence passer d'une logique unipolaire externalisée à une logique multipolaire internalisée. *Autrement dit, il faut établir une croissance rapide et durable de l'économie nationale sur l'ensemble des secteurs productifs avec pour objectif principal le développement équilibré du marché intérieur.* Une telle alternative suppose le rééquilibrage du poids des différents secteurs dans la création de richesses, y compris en ce qui concerne le volume des capitaux qui s'y investissent. L'agriculture nationale, l'industrie et le BTP ne peuvent être cloitrées au rôle subalterne (inférieur) qui est le leur aujourd'hui. Pour cela il est nécessaire de s'appuyer sur la relance des projets multiples : grands projets infrastructurels et d'habitat, promotion de l'agriculture et du secteur agro-alimentaire national, politique incitative en direction des PME/PMI des industries de biens et services de consommation, et soutien énergétique aux micro-projets. L'Algérie d'aujourd'hui ne peut plus se suffire d'un seul moteur, le secteur énergétique, et d'un seul carburant, la rente pétrolière. Tous les secteurs productifs doivent être mis en position de participer activement à l'effort de production national. Ainsi, il faut savoir que le seul secteur de l'habitat peut être un secteur moteur pour l'ensemble des industries de la construction (matériaux, équipements électriques, mécaniques, bois, acier, énergie électrique, ...) et un puissant vecteur d'élargissement de la consommation intérieure. Il est également un formidable réservoir de main d'œuvre. *Il est connu qu'un logement construit est créateur de quatre à cinq emplois permanents. Imaginez ce qu'il en serait si l'on se remettait à construire 150 à 200 000 logements par an. Il faut également savoir que la maintenance et l'entretien permanent (un ravalement tous les cinq ans) du parc d'habitations actuels, particulièrement dégradé, contribuerait, de la même façon particulièrement en milieu urbain, à créer des emplois durables par dizaines de milliers dans tous les corps de métiers, qui feraient vivre des milliers de PME et de microprojets, et amélioreraient sensiblement le cadre de vie des*

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

*citoyens*². Il en est de même du secteur agro-alimentaire, ou de celui de l'éducation, de la culture de la communication et des loisirs. Car cet effort de production national, qui ne doit pas concerner que l'état mais au contraire impliquer les initiatives libres mais organisées de tout un chacun, doit viser en premier lieu l'amélioration du niveau de satisfaction des besoins des algériens. Compte tenu de la démographie, l'effort de production devra se traduire par une croissance du PIB de l'ordre de 10% chaque année. C'est difficile, mais c'est réalisable. A ce rythme, L'Algérie se sera bien remise au travail, ce qui aura engendré 200 à 250 000 emplois supplémentaires chaque année, infléchissant nettement la courbe du chômage pour ramener le taux à moins. Vue, la priorité accordée à la satisfaction du marché intérieur. La structure des exportations aura ramené le poids des hydrocarbures à 75%, ce qui signifiera une diversification des exportations hors hydrocarbures.

² Algéria-Watch « information sur la situation des droits humains en Algérie ».

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

Conclusion

Au cours de ce chapitre, on constate que l'Algérie n'a pas réussi à sortir de l'engrenage des importations ni à diversifier sa production. Basée essentiellement sur les recettes en hydrocarbures, l'économie algérienne depuis l'indépendance continue à dépendre de la rente pétrolière, la vitesse de croissance des importations a toujours été plus importante que celle des exportations.

La balance commerciale de l'Algérie est construite sur la seule performance des hydrocarbures. En dehors de ce secteur, tout roule au ralenti, l'appareil productif est à l'arrêt ou bien n'a pas assez d'infrastructures de production hors hydrocarbures. Qui explique le recours excessif aux importations couverts totalement par les exportations en hydrocarbures. D'ailleurs, les ventes hors pétrole et gaz ne peuvent couvrir que 4% des importations algériennes dont la structure est restée inchangée pendant plus de 40 ans, La dépendance vis-à-vis des hydrocarbures a commencé à se faire ressentir dès 1963, au lendemain de l'indépendance. Dès le départ, l'Algérie a intégré les rouages de l'importation pour s'y enfoncer d'année en année, alors qu'en valeur, la croissance a été très rapide étant souvent à l'origine d'une balance commerciale déficitaire.

Durant les années (2005-2014) l'évolution des importations est supérieure à celle des exportations, elles sont passées de 20 048 M USD en 2005 à 58 330 M USD en 2014.

Et dans la même année les importations sont d'un montant de 58 330 M USD alors que les exportations hors hydrocarbures sont de 2 810 M USD soit 4,82% du total des exportations.

En fonction des résultats obtenus, nous nous permettons de formuler les suggestions suivantes pour le débat: Encourager d'autres secteurs productifs pour créer une vraie augmentation des exportations, à condition que la production de ces secteurs soit dirigée vers l'exportation, et le secteur le plus valable est le secteur agricole car il a de grandes potentialités. Développer les infrastructures et l'industrie algérienne hors l'industrie pétrolière et gazière. Les établissements financiers (banque, caisse de retraite, assurance, etc.) doivent jouer pleinement

CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements

leur rôle en investissant dans les opérations du commerce extérieur et enfin les autorités monétaires sont invitées à décider des réformes nécessaires pour garder l'équilibre de la balance commerciale, et en cas de déséquilibre il faut savoir prendre les bonnes décisions.

Conclusion générale

Conclusion générale

L'Algérie déploie beaucoup d'efforts, depuis quelques années, pour attirer les capitaux étrangers, mais, le constat est que le pays n'attire qu'un nombre limité d'investisseurs étrangers et n'arrive pas à profiter des avantages de ses ressources, car ce n'est que dans deux secteurs que l'Algérie réussit à attirer les IDE, à savoir, les hydrocarbures et les télécommunications, ce qui ralentit la demande des entreprises par le pays dans sa quête de diversification de son économie par le biais des IDE.

Ce travail de recherche est consacré à la problématique des facteurs d'attractivité des IDE en Algérie, tout en faisant ressortir l'écart entre elle et ses voisins maghrébins en termes de stratégies de localisation ainsi que les obstacles rencontrés par les investisseurs étrangers.

Pour analyser les facteurs d'attractivité de l'Algérie, nous avons analysé le potentiel de l'Algérie en termes de ressources et avantages dont les investisseurs peuvent en profiter et passer en revue l'ensemble des réformes et mesures prises, dans le but d'attirer les capitaux étrangers par le biais des IDE. Que se soit sur le plan administratif, institutionnel, social, et aussi, en termes d'infrastructures, la dynamique d'attractivité du pays dépend de la qualité des institutions en plus des conditions économiques. D'une manière générale, la stabilité du cadre institutionnel qui régit l'investissement constitue une garantie pour les opérateurs étrangers et un paramètre important dans leurs choix du pays d'accueil.

Ajouté à cela, la multitude des procédures exigées par les administrations, associées à la lourdeur de l'appareil administratif lui-même et la multiplicité des interlocuteurs, sont autant des raisons qui repoussent la décision d'investir dans le pays (comparativement aux pays voisins où les procédures sont plus faciles). La mise en place d'un code d'investissement qui assouplit toutes les procédures législatives et réglementaires, n'exclut pas le fait qu'il reste encore des questions complexes à régler. En effet, la mise en cause des règles qui encadrent l'investissement et la rapidité avec laquelle les lois sont promulguées en Algérie décourage les opérateurs étrangers.

L'objectif de ce travail était d'identifier les déterminants susceptibles de permettre à une économie en développement, comme l'économie algérienne, d'aboutir à l'attractivité des IDE. Car la clé du développement du pays se trouve dans la présence des firmes étrangères.

Non seulement dans le secteur des hydrocarbures mais également dans d'autres secteurs d'activité pour la diversification et l'ouverture de l'économie algérienne.

Cette dépendance vis-à-vis des hydrocarbures, dont ils contribuent pour environ 1/3 aux PIB, 2/3 aux recettes fiscales de l'Etat et 97% aux opérations totales. Les bulletins de la balance des paiements algérienne nous démontrent que les hydrocarbures représentent l'essentiel de ses exportations. Quand aux restes structures hors hydrocarbures exportés, la part est déjà faible, la cause serait essentiellement définie par le manque de la diversification sectoriels. On dit que c'est une économie mono-productrice, dont les hydrocarbures restent majoritaires dans la formation des exportations du pays.

La balance des paiements de notre pays est établie à partir des règlements entre l'Algérie et le reste du monde. Il s'agit des données collectées auprès de l'ensemble des Intermédiaires Agréés et de la Banque d'Algérie sur la base de pièces comptables et de formules justificatives. Par le biais du réseau informatique. Les données de la BP en Algérie diffèrent chaque année, On a la balance commerciale qui passe de 25.961 en 2011 à 20.16 en 2012 pour arriver jusqu'à 9.384 en 2013 (en milliers de dollars).

La première chose qu'on remarque est la différence entre le solde des exportations avec les hydrocarbures et les exportations hors hydrocarbures qui sont de 63.327 contre 1.050 hors hydrocarbure (pour l'année 2013 en milliers de dollars). Ce flagrant écart influe dans l'équilibre macroéconomique du pays, car la tendance baissière des prix se poursuit en 2013. Le cours annuel moyen du baril de pétrole brut a baissé de 1.35% à 109.55 dollars contre 111.05 dollars en 2012.

Si le haut de la balance des paiements relatifs aux opérations courantes apparaît globalement positif toujours en raison de la prépondérance des hydrocarbures, le bas de la balance relatif aux mouvements de capitaux apparaît quant à lui, beaucoup plus problématique du fait des indices des investissements directs par le manque d'attractivité pour attirer les capitaux étrangers.

Liste des tableaux

TAB 01: Les indicateurs clés de la démographie et de développement social

TAB 02: Le rang de l'Algérie Doing business 2011

TAB 03: Liste les procédures nécessaires pour exporter une cargaison standard de marchandises en Algérie

TAB 04: Liste des procédures nécessaires pour importer une cargaison standard de marchandises en Algérie

TAB 05: Les procédures de travailleurs

TAB 06: Pour la croissance du PIB Maroc et l'Algérie de 2000 à 2011

TAB 07: Comparaison sommaire entre l'Algérie et Maroc Marché.

TAB 08: Rang et la note des infrastructures de l'Algérie et Maroc

TAB 09: Classement de l'Algérie et le Maroc dans Doing Business 2011

TAB 10: Algérie et Maroc indice du commerce transfrontalier.

TAB 11: Algérie et Maroc procédures d'emploi des travailleurs

TAB 12: Comparaison globale entre l'Algérie et le Maroc

TAB 13 : Répartition des projets d'investissements déclarés par région.

TAB 14 : Principaux soldes de la balance des paiements

TAB15 : Balance commerciale période 2005-2014.

Liste des figures

FIG 01: L'Algérie dans les carrefours Afrique-Europe-Proche-Orient.

FIG 02: L'autoroute Transsaharienne.

FIG 03: Algérie et Maroc emplacement géographique.

FIG 04 : Solde de la balance des paiements.

FIG 05 : Evolution du commerce extérieur période 2005-2014.

Bibliographie

- Bouzidi Abdelmadjid, *comprendre la mutation de l'économie algérienne*, Edition SOCIETE NATIONALE DE COMPTABILITE.ALGER.
- Berbard Hugonnier : *Investissement direct coopération internationale et firmes multinationales* : Economica 1984,
- C.A Michalet. *la séduction des nations ou comment attirer les investissements* Edition economica, Paris.1999.
- David G McKendrick, Richard F Doner et Stephan Haggard Stanford: journal de l'universite de Stanford 2000 «De la silicon valley à Singapour: Localisation et l'avantage concurrentiel dans l'industrie du disque dur »
- M.Delapierre et C.Milleli, *les firmes multinationales*, Edition Vuibert, Paris,1995.
- Richard Earl Caves, Jeffrey A.Rankel *Commerce et paiements internationaux*.
- Lakhal Abdelkrim: Annales IEDF 2003.
- B. Terrien, *Stock d'investissements directs étrangers en France au 31 décembre 2008*, Banque de France, 2010.
- Benachenhou Abdellatif, *Pour une meilleure croissance*, Alpha Design, Juin 2008,
- RAOUYA (A) : Fiscalité et investissement. Annales IEDF 2003.
- Déterminants des IDE en Chine- Shaukat Ali et Wei Guo -Journal de Global Business and Technology, Volume 1, Numéro 2, automne 2005-1
- La dimension de la valeur ajoutée des passerelles (gateways) et des corridors: valeur ajoutée d au système logistique national et international. David Gillen 2008
- Étude Euromed des transports routiers dans le Maghreb
- Les déterminants et la relation entre investissements directs étrangers / Ewe-Ghee Lim, Le Département du Moyen-Orient au Fond monétaire international. - 2001 - Business & Economics

- OCDE : Fiscalité et investissement direct étranger, l'expérience des économies en transition, Paris 1995.
- OCDE, *Définition de référence des investissements directs internationaux*, 4ème édition, 2008, Paris.
- Les conditions du marché du travail local et les flux d'investissements directs étrangers aux États-Unis de KOSTAS AXARLOGLOU *
- Déterminants des IDE en Chine de Shaukat Ali et Wei Guo -Journal de Global Business and Technologies, Volume 1, Numéro 2, automne 2005-1
«Les Défis de l'emploi au Maghreb» -Lahcen ACHY- Carnegie Middle East Centre Novembre 2010
- «La Route transsaharienne Historique et importance Economique» par M. Ayadi Secrétaire Général du Comité de liaison de la Route transsaharienne Alger CLRT mars 2 000
- Revue des Sciences Humaines -Université Mohamed Khider Biskra N°12.
- Algérie-focus.com l'Algérie est elle entrain de rater le train des IDE mondiaux.
- Algéria-Watch « information sur la situation des droits humains en Algérie ».
- Base de données sur les perspectives de l'économie mondiale –fond monétaire International
- «Les données historiques du commerce transfrontalier» Doing Business 2011 Rapport Algérie publiés par la Banque mondiale et la Société financière internationale
- Base de données sur perspectives économiques mondiales du Fonds monétaire international
- Le rapport sur la compétitivité mondiale 2010 Economie du Maroc Sourc: CIA World Fact-book 2010
- Rapport sur L'État des lieux De La Mise en œuvre des actions Du PART Au transport routier Dans les pays MEDA du Maghreb.
Rapport sur L'État des lieux De La Mise en œuvre des actions Du PART Au transport routier DANS LES paie MEDA du Maghreb

- Données statistiques de l'ANDI, 2007.
- Données statistiques de la FIPA, 2007.
- FMI, Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, 6ème édition, Washington D.C., 2009.
- Rapport sur l'économie algérienne (2012), *Lettre Economique d'Algérie*, N° 10, Juillet/Août.
- The African Development Indicators, World Bank, 2012.
- Les déterminants et la relation entre investissements directs étrangers / Ewe-Ghee Lim, Le Département du Moyen-Orient au Fond monétaire international. - 2001 - Business & Economics - 27 pages- 27 pages
- Comment investir en Algérie? ANIMA Investment Network
- Doing Business 2011, Rapport sur Algérie publié par la Banque mondiale et la corporation financière internationale
- Rapport de 2011 sur "les Pays à risques", publié par la COFACE
- Les communications du colloque international, *Déterminants Et Effets Des Investissements Directs Etrangers Sur La Croissance Economique En Algérie* 2001.2014.
- Algérie_focus.com, *l'information pour vous et avec vous*. ECO-Business.
- Benchmarking « MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DE LA PME ET DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT » Direction Générale de l'Intelligence Economique, des Etudes et de la Prospective.
- Banque d'Algérie, direction générale des douanes.
- Banque d'Algérie, rapport 2013.
- Pr. BELATTAF : cours de géographie économique. 2003
- Pr YAICI cours de « Analyse monétaire et financière approfondis ».

TABLE DES MATIERES :

INTRODUCTION GENERALE

CHAPITRE01 : Généralités sur les IDE.....	1
Introduction	1
Section 01 : Les formes et déterminants d'IDE en générale	2
1-1 Formes d'IDE	2
1.1.1 Les accords de licences	2
3 1.2 La franchise	2
1.1.3 Les contrats de gestion	2
1.1.4 Les contrats de services à risques	2
1.1.5 La sous-traitance internationale	2
1.1.6 La succursale	2
1.1.7 La jointe venture	3
1.1.7 Le partenaire	3
1-2 Les déterminants des IDE	3
1.2.1 L'abondance et le cout des ressources naturelles et humaines	3
1.2.2 L'état des infrastructures et des services de distribution	4
1.2.3 La dimension du marché	4
1.2.4 La croissance économique	4
1.2.5 La stabilité politique est économique	4
1.2.6 Les avantages fiscaux et financiers	4
Section 02 : Promotions et avantages des IDE	4
2-1 Avantages	4
2.1.1 IDE comme source de financement	4
2.1.2 Accès à des technologies de pointe	5
2.1.3 Accéder aux technologies de gestion de pointe	5

2.1.4 Améliorer l'accès aux marchés occidentaux	5
2.1.5 Faciliter la privatisation et la restructuration	5
2-2 Mesures gouvernementales visant a promouvoir l'IDE	5
2.2.1 Assouplissement de la réglementation	5
2.2.2 Incitation a l'investissement	6
2.2.3 Suppression de la prescription de résultats	6
2.2.4 La limitation des entraves	7
2.2.4.1 Au niveau national	7
2.2.4.2 Au niveau international	7
2.2.4.2.1 Les codes de l'OCDE	7
2.2.4.2.2 Les accords intergouvernementaux	8
Section 03 : Impacts des investissements directs étrangers sur l'économie	8
3-1 Impact des IDE sur le pays d'accueil	8
3.1.1 Impact sur la balance des paiements	8
3.1.2 Impact sur la concurrence	9
3.1.3 Impact sur les salaires, emplois et qualification professionnelle	10
3.1.3.1 Niveau des salaires	10
3.1.3.2 Niveau d'emploi	10
3.1.3.3 Niveau de qualification	11
3.1.3.4 Impacts des IDE sur le pays d'origine	11
3.2.1 IDE source d'extension et de durabilité et de la croissance économique.....	11
3.2.2 Effet sur la balance des paiements	12
Section 04 : Le climat des IDE en Algérie, tendances et perspective	12
4-1 Tendence des IDE en Algérie	13
4.2 Le rôle des IDE dans le développement	13
Conclusion	15

CHAPITRE 02 : Déterminants et stratégies de localisation des IDE en Algérie	17
Introduction	17
Section 01 : Déterminants de localisation des IDE en Algérie	17
1-1 Situation et position géographique	18
1.2 Economie et commerce	20
1.3 Les infrastructures et la connexion du système de transport	23
1.4 Le cadre juridique et réglementaire	24
1.5 Le commerce transfrontalières et les chaines de transport multimodal	27
1.6 Le marché du travail	30
Section 02 : comparaison des indices d'attractivité des IDE entre Algérie et Maroc ...	31
2-1 Comparaison de la localisation géographique	31
2.2 Comparaison de l'économie et du commerce	32
2.3 Comparaison des infrastructures de transport et la connexion du système de transport	34
2.4 Comparaison du cadre juridique et réglementaire	35
2.5 Comparaison des questions transfrontalières et les chaines de transport multimodal	37
2.6 Comparaison des marchés du travail	37
2.7 Comparaison globale entre l'Algérie et Maroc	38
Section 03 : La localisation des IDE	39
3-1 Les stratégies de localisation des firmes multinationales	39
3.1.1 La stratégie d'accès aux ressources naturelles du sol et du sous sol (la stratégie d'approvisionnement)	40
3.1.2 La stratégie de marché ou horizontale	40
3.1.3 La stratégie de minimisation des coûts ou verticale	41
3.1.4 La stratégie techno-financière	41
3-2 Les zones de localisation des IDE au Maghreb	42
3.2.2 La localisation des entreprises étrangères en Algérie.....	42

Conclusion	45
CHAPITRE 03 : Evaluation et analyse des IDE via la balance des paiements	49
Introduction	49
Section 01 : Notion sur la balance des paiements	50
1.1 Définition.....	50
1.2 Evolution de la balance des paiements	51
1.3 Décomposition de la balance des paiements	54
Section 02 : Analyse statistique	57
2.1 Quelques soldes et ratios du commerce extérieur.....	57
2.2 Analyse de la balance commerciale algérienne hors hydrocarbure entre 2005 et 2014.....	58
2.3 le solde du compte de capital.....	60
Section 03 : Recommandations pour une meilleure attractivité des IDE en Algérie	60
3.1 Recommandations futurs	60
3.1.1 Améliorer la capacité et la diversité de l'industrie à renforcer sa participation dans les chaînes et réseaux des échanges commerciaux mondiales.....	60
3.1.2 Élaborer et mettre à niveau des infrastructures de transport et de communication et l'intensification de l'application des nouvelles TIC.....	61
3.1.3 Le cadre juridique et réglementaire et facteurs institutionnels.....	62
3.1.4 Améliorer le commerce transfrontalier et les chaînes de transport multimodal	62
3.1.5 Assurer un approvisionnement suffisant de main-d'œuvre compétente.....	63
3.2 Les perspectives de la politique économique en Algérie.....	64
Conclusion	66

CONCLUSION GENERALE.

LISTE DES FIGURES

LISTE DES TABLEAUX

LES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES